



mCloud Technologies Corp.

RAPPORT DE GESTION

Le 25 mai 2020

Le présent rapport de gestion de mCloud Technologies Corp. (la « Société », « nous », « notre » ou « mCloud ») a été préparé afin d'aider les lecteurs à évaluer notre situation financière et les changements significatifs survenus dans notre situation financière et notre performance financière, y compris en ce qui a trait à notre situation de trésorerie et à nos sources de financement, pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 comparativement à l'exercice clos le 31 décembre 2018. L'information présentée dans le présent rapport de gestion est à jour en date du 25 mai 2020 et doit être lue parallèlement aux états financiers consolidés au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018 et au rapport de gestion annuel 2018.

Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, ainsi que les notes y afférentes, ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») ainsi qu'aux interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») et sont présentés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Certains montants en dollars figurant dans le présent rapport de gestion ont été arrondis au millier de dollars le plus près. Nos états financiers consolidés audités et le présent rapport de gestion établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et peuvent être consultés sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ainsi que sur le site Web de la Société, à l'adresse www.mcloudcorp.com.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'information financière adoptée pour l'exercice en cours. Le présent rapport de gestion est libellé en dollars canadiens, qui est également la monnaie fonctionnelle de la société mère. Le 2 décembre 2019, la Société a annoncé son intention de regrouper ses actions ordinaires émises et en circulation selon un ratio de une nouvelle action ordinaire pour chaque tranche de dix actions ordinaires émises et en circulation à ce moment. Tous les nombres d'actions et les ratios par action qui sont indiqués dans le présent rapport de gestion ont fait l'objet d'un retraitement rétrospectif pour tenir compte du regroupement d'actions.

La Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 ») avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019. La Société a choisi de recourir à l'application rétrospective modifiée, qui ne requiert pas le retraitement des données financières des périodes financières antérieures, puisqu'elle comptabilise l'effet cumulatif comme un ajustement du déficit d'ouverture accumulé au 1^{er} janvier 2019 et qu'elle applique la norme de manière prospective.

Dans le présent rapport de gestion, la direction fait référence à une mesure financière non conforme aux IFRS, à savoir le BAIIA ajusté. Cette mesure est décrite à la rubrique « Mesure financière non conforme aux IFRS : BAIIA ajusté ». Un rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable est également présenté dans cette rubrique.

Des renseignements supplémentaires sur mCloud sont disponibles sur son site Web. Les documents d'information continue que publie la Société, notamment ses rapports de gestion annuels et trimestriels, ses états financiers annuels audités et ses états financiers intermédiaires non audités, sa notice annuelle, ses circulaires d'information de la direction, différents communiqués de presse et ses déclarations de changement important, peuvent également être obtenus sur son site Web et sur SEDAR.

Le présent rapport de gestion a été établi par la direction de la Société et approuvé par son conseil d'administration le 25 mai 2020. Sauf indication contraire, dans le cadre de l'établissement du présent rapport de gestion, la Société a tenu compte de tous les renseignements qui étaient à sa disposition jusqu'au 25 mai 2020.

Table des matières

SURVOL, PERFORMANCE GLOBALE ET PERSPECTIVES	3
EXERCICE	8
EXPANSION À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE	8
ACQUISITION DE AUTOPRO AUTOMATION	9
AVANCÉES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE.....	9
MARKETING ET DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES.....	10
MARCHÉ POSSIBLE MONDIAL FRAGMENTÉ.....	11
APERÇU DE LA TECHNOLOGIE.....	13
PRINCIPALES INFORMATIONS ANNUELLES	17
RÉSULTATS D'EXPLOITATION.....	18
RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	18
MESURE FINANCIÈRE NON CONFORME AUX IFRS : BAIJA AJUSTÉ	19
PERTE NETTE ET BAIJA AJUSTÉ – POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019	20
PERTE NETTE ET BAIJA AJUSTÉ – POUR LA PÉRIODE DE DOUZE MOIS CLOSE LE 31 DÉCEMBRE 2019	21
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	21
CHARGES D'EXPLOITATION	22
HONORAIRES DE PROFESSIONNELS ET HONORAIRES DE CONSULTATION (CHARGES D'EXPLOITATION)	23
RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS ET DOTATION AUX AMORTISSEMENTS (CHARGES D'EXPLOITATION).....	24
AUTRES PERTES (BÉNÉFICES).....	24
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	25
SOURCES DE FINANCEMENT, SITUATION DE TRÉSORERIE ET INSTRUMENTS FINANCIERS	26
SOURCES DE FINANCEMENT	26
RÉSUMÉ DU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	28
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	28
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	28
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT.....	28
RISQUE DE LIQUIDITÉ	28
ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS	29
JUSTES VALEURS	29
GESTION DES RISQUES.....	30
RISQUE DE CRÉDIT.....	30
RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT.....	31
RISQUES DE CHANGE	31
QUESTIONS RELATIVES AUX CONTRÔLES, AUX POLITIQUES ET AUX ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES	32
CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION	32
CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	32
PLAN VISANT À REDRESSER LES FAIBLESSES SIGNIFICATIVES	33
MODIFICATIONS APPORTÉES AUX CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	34
MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES	34
ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES	35
INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION	35
INFORMATION PROSPECTIVE.....	36

SURVOL, PERFORMANCE GLOBALE ET PERSPECTIVES¹

mCloud Technologies (« mCloud » ou la « Société »), dont le siège se situe à Vancouver, en Colombie-Britannique, dispose de centres technologiques et opérationnels ainsi que de bureaux satellites dans des villes du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni, de Bahreïn, de Pologne, de Slovaquie, d'Inde et de Chine. mCloud combine l'intelligence artificielle (« IA »), des capteurs d'Internet des objets (« IdO ») ainsi que le nuage pour résoudre certains des problèmes de gestion d'actifs les plus complexes au monde.

Grâce à sa plateforme exclusive AssetCare^{MC}, la Société permet aux gestionnaires d'actifs, aux opérateurs et aux responsables de la maintenance de prendre des mesures qui favorisent l'exploitation et l'entretien optimaux des actifs énergétiques tels que les appareils de CVC, les éoliennes, les actifs de transformation tels que les pompes, les échangeurs thermiques, les compresseurs et les valves ainsi que les actifs du système de contrôle, tels que ceux qui sont utilisés dans des immeubles industriels ou commercial et dans des centrales électriques à l'échelle mondiale.

La plateforme AssetCare est fournie aux clients aux termes de contrats d'abonnement commercial pluriannuels et déployée grâce à une interface infonuagique accessible par ordinateur, par appareil mobile et par lunettes numériques mains libres. Les engagements commerciaux de la Société avec ses clients permettent de fournir des « résultats en tant que service » qui sont favorisés par l'atteinte de résultats quantifiables pour les clients dans le cadre des engagements conclus avec la Société. Les engagements du client sont assortis des mêmes modalités que les contrats de « logiciel en tant que service » (ou « SaaS ») traditionnels, et la Société utilise des politiques de comptabilisation des produits comparables.

mCloud est l'une des sociétés technologiques canadiennes dont la croissance est la plus rapide. Ses activités reposent sur des technologies essentielles initialement créées pour des applications en aérospatiale, en défense et en énergie nucléaire. La Société applique ces technologies pour permettre aux sociétés d'améliorer les aspects suivants :

Durabilité : utilisation de l'IA et de l'analyse pour réduire le gaspillage d'électricité dans les immeubles commerciaux.

Productivité : déploiement de jumeaux numériques tridimensionnels ainsi que de la réalité amplifiée et de la réalité mixte pour permettre aux équipes d'exploiter des infrastructures essentielles et d'en réaliser la maintenance sans devoir être sur place.

Résilience : tirer parti de la connectivité à distance pour permettre la continuité des activités même en période de difficultés économiques, dont la pandémie de COVID-19 en cours et la chute des prix du pétrole à l'échelle mondiale.

La Société a un vaste portefeuille de propriété intellectuelle, dont 15 brevets et une clientèle mondiale dans des secteurs tels que le commerce de détail, les soins de santé, l'industrie lourde, le pétrole et le gaz, l'énergie nucléaire et l'énergie renouvelable. Parmi les principaux clients de mCloud, on compte Bank of America, Starbucks, Duke Energy, Husky, WellPoint Hospitals, SoftBank, TELUS et Lockheed Martin.

La Société offre à ses clients des solutions grâce à sa plateforme technologique AssetCare^{MC}, qui est axée sur cinq secteurs en croissance clés :

Immeubles connectés : L'IA et l'analyse permettent d'automatiser des immeubles commerciaux et de les gérer à distance, ce qui améliore l'efficacité énergétique, la santé et la sécurité des occupants, la salubrité des aliments et la protection des stocks de même que le revenu par pied carré.

¹ La rubrique « Survol, performance globale et perspectives » ci-dessus renferme certains énoncés prospectifs. Se reporter à la rubrique « Information prospective » pour connaître les risques et les impondérables liés à ces énoncés.

Travailleurs connectés : Un logiciel infonuagique est connecté à des « lunettes intelligentes » mains libres créées par un tiers qui combinent des fonctions de réalité amplifiée pour aider les travailleurs sur le terrain à rester connectés à distance à des experts, pour faciliter les réparations et pour fournir aux travailleurs un « assistant numérique » dont le fonctionnement repose sur l'IA.

Énergie connectée : Inspection de pales d'éoliennes grâce à une vision numérique dont le fonctionnement repose sur l'IA et déploiement d'analyses pour optimiser la production d'énergie du parc d'éoliennes et la disponibilité du parc.

Secteur connecté : Les fonctions de surveillance des actifs de transformation et contrôle au point terminal, de fonctionnement de l'équipement et de gestion des stocks réduisent les frais d'exploitation des actifs sur le terrain et permettent d'utiliser des jumeaux numériques tridimensionnels pour exécuter des activités de gestion du changement.

Santé connectée : La surveillance à distance des données médicales et la connectivité conformément à la loi HIPAA pour les prestataires de soins de santé qui utilisent des applications mobiles et des capteurs sans fil permettent d'assurer des soins 24 heures par jour, 7 jours sur 7 sans visite en personne, notamment dans les centres de soins pour personnes âgées, dans le cadre des soins à domicile et dans les cliniques médicales.

Tous les secteurs d'activité cible sont desservis par une technologie exclusive à mCloud qui permet à la Société de créer rapidement des solutions et d'en revoir la portée grâce à l'IdO, à l'IA et aux fonctions infonuagiques qui reposent sur des renseignements obtenus en temps réel et mis en contexte pour chaque actif, et grâce à des communications sécurisées et à des technologies de jumeaux numériques tridimensionnels sur lesquels reposent les solutions.

La technologie employée par mCloud fait de la Société un intervenant clé du secteur de l'écotechnologie et un chef de file relativement aux initiatives liées à l'environnement, à la responsabilité sociale et à la gouvernance. mCloud exerce ses activités dans huit pays et offre une gamme de produits qui est vendue de façon active dans plus de 12 pays à l'échelle mondiale, ce qui en fait une véritable société d'envergure mondiale.

FAITS NOUVEAUX

Au cours de l'exercice 2019, mCloud a réalisé un plan stratégique qui regroupait de nombreuses initiatives liées aux finances, à l'acquisition et aux affaires visant à favoriser la croissance à long terme et à faciliter l'accès aux marchés des capitaux.

Le 22 janvier 2019, la Société a conclu avec Flow Capital Corp. (« Flow ») une convention d'achat aux termes de laquelle la Société a acquis l'ensemble des droits, des titres et des participations de Flow aux termes d'un accord de redevances (l'« accord de redevances ») intervenu entre Flow et Agnity Global, Inc. (« Agnity »). Le 22 avril 2019, la Société a conclu avec Agnity une entente modificatrice (l'« entente modificatrice ») visant à modifier les modalités de l'accord de redevances. Aux termes de l'entente modificatrice, les deux parties ont convenu de mettre sur pied un comité d'exploitation dont la Société sera en tout temps autorisée à nommer la majorité des membres, ce qui lui permettra de s'assurer qu'elle maintient un contrôle efficace sur les décisions liées aux activités d'exploitation de Agnity avec prise d'effet le 22 avril 2019.

Cet événement correspond à une prise de contrôle de Agnity et a été comptabilisé comme un regroupement d'entreprises avec prise d'effet le 22 avril 2019 selon la méthode de l'acquisition, conformément à l'IFRS 3, Regroupement d'entreprises. Étant donné que la Société ne détient aucune participation avec droit de vote dans Agnity, la participation ne donnant pas le contrôle représente la totalité des actifs identifiables nets acquis de Agnity.

Agnity développe et vend des applications logicielles et des services technologiques qui permettent aux fournisseurs de services de télécommunications, aux fabricants d'équipement de réseau et aux entreprises de concevoir, de développer et de déployer des solutions d'applications axées sur les communications à l'échelle mondiale. Cette technologie est également utilisée dans de nombreux marchés pour connecter les travailleurs spécialisés grâce à différents appareils mobiles.

C'est désormais sur cette technologie que repose la solution AssetCare de mCloud utilisée pour les lunettes intelligentes numériques de qualité industrielle des travailleurs connectés. La prise de contrôle de Agnity permet à la Société d'accéder à la technologie brevetée de Agnity et à sa clientèle. En outre, la plateforme de communications de Agnity permet de s'assurer que le déploiement de la plateforme AssetCare à l'échelle mondiale offre une connectivité fiable soutenue par les liaisons de télécommunication fournies grâce aux fonctions de Agnity.

Avec prise d'effet le 10 juillet 2019, la Société a conclu l'acquisition de Autopro Automation Consultants Ltd. (« Autopro »), l'un des plus importants fournisseurs de services d'automatisation des processus de l'Ouest canadien. L'acquisition de Autopro marque la percée de la Société dans les marchés de transformation, notamment par l'acquisition de nouveaux clients des secteurs du pétrole et du gaz, des produits pétrochimiques et de la gestion de pipelines. Autopro apporte plus de 30 années d'expertise dans ces marchés et dans d'autres marchés de transformation, ce qui devance l'échéancier de la Société pour l'offre de fonctions d'IA, de solutions 3D Digital Twin ainsi que de solutions connectées à l'intention du secteur et des travailleurs à des installations de transformation en amont, en aval et du secteur intermédiaire. Autopro fournit également une grande clientèle qui permet de créer de nouveaux clients pour la plateforme AssetCare de la Société.

Parallèlement à l'acquisition de Autopro, la Société a également réalisé le 11 juillet 2019 un placement privé totalisant 23,508 millions de dollars. Le placement privé visait des débentures subordonnées convertibles non garanties d'un capital global de 23,508 millions de dollars (les « débentures ») au prix de 100 \$ chacune. Les débentures portaient intérêt au taux annuel de 10 %, calculé trimestriellement et payable trimestriellement le dernier jour des mois d'août, de novembre, de février et de mai. Les débentures viendront à échéance le 31 mai 2022, et leur capital sera remboursable en espèces à l'échéance si elles n'ont pas été converties.

Le 4 décembre 2019, la Société a obtenu l'approbation de la Bourse de croissance TSX lui permettant d'inscrire les débentures dans le cadre d'une inscription supplémentaire. Chaque débenture peut être convertie en unités de la Société au prix de conversion de 5 \$ par unité. Chaque unité est composée de une action ordinaire de la Société et de un bon de souscription d'actions ordinaires de la Société.

Le 7 août 2019, la Société a réalisé un financement par emprunt garanti de 13,000 millions de dollars avec Integrated Private Debt Fund VI LP. Le prêt sera affecté au remboursement de certains billets en cours de la Société relatifs à l'acquisition de Autopro. Le prêt a une durée de sept ans et porte intérêt au taux annuel de 6,85 %. Il requiert des paiements mensuels de capital et d'intérêts combinés, conformément à un calendrier d'amortissement de sept ans. Le prêt est garanti par les actifs de Autopro et par certains autres actifs de la Société.

Le 2 décembre 2019, la Société a annoncé son intention de regrouper ses actions ordinaires émises et en circulation selon un ratio de une nouvelle action ordinaire pour chaque tranche de dix actions ordinaires émises et en circulation au moment en cause. Le regroupement d'actions a été réalisé à titre de préparatif pour la migration vers la TSX. Le regroupement a été approuvé, puis les actions ordinaires ont commencé à être négociées à la cote de la Bourse de croissance TSX après le regroupement sous le même symbole de négociation (MCLD) le 13 décembre 2019. Tous les nombres d'actions et les ratios par action qui sont indiqués dans le présent rapport de gestion ont fait l'objet d'un retraitement rétrospectif pour tenir compte du regroupement d'actions.

Le 27 janvier 2020, la Société a émis 3 332 875 bons de souscription spéciaux (chacun, un « bon de souscription spécial ») pour un produit brut de 13,332 millions de dollars. Chaque bon de souscription spécial peut automatiquement être exercé pour obtenir des unités de la Société (chacune, une « unité »), sans contrepartie supplémentaire, à la première des dates à survenir entre : (i) le troisième jour ouvrable

qui suivra la date de dépôt et de prise d'effet d'un prospectus définitif visant le placement des unités qui seront émises à l'exercice des bons de souscription spéciaux (le « prospectus autorisant le placement »); et (ii) le 15 mai 2020, soit 4 mois et un jour après la date de clôture (la « date d'exercice automatique »). Chaque bon de souscription spécial pourra être exercé volontairement par son porteur à tout moment à compter de la date de clôture, mais avant la date d'exercice automatique. À son exercice volontaire ou automatique, chaque bon de souscription spécial confèrera à son porteur le droit de recevoir une unité composée de une action ordinaire de la Société (les « actions ordinaires ») et de un demi-bon de souscription d'actions ordinaires (chaque bon de souscription d'action ordinaire entier est appelé un « bon de souscription »). Chaque bon de souscription confère à son porteur (le « porteur de bons de souscription ») le droit d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 5,40 \$ par action ordinaire (le « prix d'exercice ») pendant une durée de cinq ans, soit jusqu'au 14 janvier 2025. La Société a convenu que, si le prospectus autorisant le placement n'est pas déposé à 17 h (HNE) le 14 mars 2020 (l'« échéance aux fins d'admissibilité »), chaque bon de souscription spécial non exercé permettra par la suite à son porteur de recevoir, à son exercice, sans frais supplémentaires, 1,1 unité par bon de souscription spécial (au lieu de une unité) (la « clause de pénalité »). Comme le prospectus autorisant le placement n'a pas été déposé avant l'échéance aux fins d'admissibilité, chaque titulaire d'un bon de souscription spécial a le droit de recevoir, sans paiement de contrepartie supplémentaire, 1,1 unité par bon de souscription spécial (au lieu de 1 unité par bon de souscription spécial) à l'exercice ou à l'exercice automatique des bons de souscription spéciaux. Le visa relatif au prospectus autorisant le placement a été délivré le 29 avril 2020. Par conséquent, le 4 mai 2020, les bons de souscription spéciaux non exercés ont été exercés et convertis en 3 666 162 unités de la Société composées de 3 666 162 actions ordinaires et de 1 833 081 bons de souscription.

Le 17 avril 2020, la Société a déposé son prospectus préalable de base définitif (le « prospectus ») qui permet à la Société d'offrir, à l'occasion, pendant une période de 25 mois, des actions ordinaires, des actions privilégiées, des titres d'emprunt, des reçus de souscription, des bons de souscription et des unités d'une valeur globale maximale de 200 millions de dollars. La Société a par la suite déposé un supplément de prospectus (le « supplément ») le 30 avril 2020. Au moment du dépôt du supplément, chaque bon de souscription spécial a automatiquement été exercé pour être converti en 1,1 unité de la Société (les « unités »), dont chacune est composée de une action ordinaire de la Société et de un demi-bon de souscription d'action ordinaire, et chaque bon de souscription d'action ordinaire entier peut être exercé pour acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 5,40 \$ chacune jusqu'au 14 janvier 2025.

Avec prise d'effet le 24 janvier 2020, la Société a conclu l'acquisition de CSA, Inc (« CSA »). CSA est un fournisseur de premier plan de solutions de lasers tridimensionnels pour la gestion des installations énergétiques. L'acquisition de CSA permet d'améliorer AssetCare grâce à la création de la solution 3D Digital Twins, soit des répliques numériques d'actifs énergétiques et d'installations de transformation accessibles par la plateforme AssetCare. La solution 3D Digital Twins permet aux exploitants d'installations industrielles d'améliorer à distance et de façon considérable le fonctionnement et l'efficacité des actifs de transformation.

Le 10 février 2020, la Société a annoncé qu'elle avait conclu avec prise d'effet le 7 février 2020 un contrat visant son acquisition complémentaire de technologies d'inspection visuelle d'IA auprès de AirFusion. L'acquisition a été réalisée le 15 mai 2020 après avoir été retardée en raison de la COVID-19.

Les résultats en matière d'intelligence artificielle de AirFusion provenant des images de pales d'éoliennes sont les meilleurs que la Société ait enregistrés et permettent de réduire le temps de traitement de plus de 90 % sans compromettre l'exactitude des résultats. L'acquisition de la technologie de AirFusion a accordé à mCloud un solide avantage concurrentiel par rapport aux autres fournisseurs de services d'inspection de pales d'éoliennes et même sur les entreprises existantes. La Société s'attend à convertir des engagements en vigueur totalisant plus de 1,2 million de dollars en clientèle de base générant des produits d'exploitation récurrents de la plateforme AssetCare en 2020.

Le moteur AirFusion Newton Engine utilise une intelligence artificielle dont le brevet est en instance pour repérer et classer les dommages à partir d'images de pales d'éoliennes et sera intégré à la plateforme AssetCare de la Société. La contrepartie totale pour l'achat provenant de l'acquisition des actifs de AirFusion est négligeable pour la Société et, par conséquent, la contrepartie totale n'a pas été déclarée.

Le 10 février 2020, la Société a signé une lettre d'expression d'intérêt visant l'acquisition de la société australienne Building IQ (« BiQ »).

Le 22 mars 2020, la Société a annoncé sa décision d'évaluer des solutions de rechange à BiQ après avoir découvert des informations fausses ou trompeuses importantes dans le cadre de la vérification diligente. La Société a déposé en vertu des lois du Delaware une réclamation visant à récupérer un prêt garanti de 0,500 million de dollars qui a déjà été consenti à BiQ ainsi qu'une indemnité de rupture de 0,500 million de dollars.

Aux acquisitions de CSA et de AirFusion se sont ajoutés de nouveaux membres dans l'équipe de mCloud, dans le but de mettre l'accent sur la création de nouvelles solutions qui tirent profit de l'accès de la Société aux technologies de nouvelle génération de l'IdO et des drones ainsi qu'aux technologies tridimensionnelles pour offrir de nouvelles formes de valeur au client.

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que la propagation de la COVID-19 était une pandémie mondiale. Des mesures ont été adoptées à l'échelle mondiale pour contenir le coronavirus lorsqu'il a commencé à avoir des répercussions sur les sociétés au cours du premier trimestre de 2020. Parmi ces mesures, on compte l'interruption des activités commerciales ainsi que le déclenchement d'une volatilité considérable sur les marchés financiers. Malgré les répercussions d'envergure de cette pandémie, nos activités se sont poursuivies comme à l'habitude. Puisque nous sommes une société d'envergure mondiale, les membres de notre personnel étaient déjà habitués à travailler à distance et à utiliser des technologies pour se joindre les uns les autres, travailler en collaboration et entraîner des résultats. Pour les membres du personnel qui n'étaient pas déjà habitués à travailler à distance, la Société a été en mesure de s'ajuster et de s'assurer que chaque personne était en mesure de poursuivre son travail habituel avec les résultats escomptés depuis son bureau à domicile.

La Société a évalué les répercussions économiques de la pandémie de la maladie à nouveau coronavirus (la « COVID-19 ») dans ses états financiers annuels, notamment l'évaluation des actifs incorporels et du goodwill de la Société liés aux récentes acquisitions. Au 31 décembre 2019, la direction a déterminé que ses activités d'exploitation générales et que la valeur des actifs de la Société n'avaient pas été touchées de façon considérable. Pour en arriver à cette conclusion, la direction a évalué différents critères, notamment les lois, les règlements et les ordonnances en vigueur ainsi que les perturbations et les perturbations possibles des prix des marchandises et des marché des capitaux. Bien que la Société ait constaté la baisse du prix de ses actions en mars et en avril 2020, sa capitalisation boursière au 31 décembre 2019 s'établissait à 81,5 millions de dollars. Au 22 mai 2020, le cours des actions de la Société demeure stable à 4,42 \$ par action, pour une capitalisation boursière de 75,6 millions de dollars. Pour la période allant du 3 juin 2019 au 22 mai 2020, le cours des actions de la Société a passé de 3,70 \$ à 4,42 \$ (ce qui représente une hausse de 19 %).

La Société a, depuis sa création, des antécédents de financement sains. Au cours des cinq premiers mois de 2020, la Société a progressé vers une migration de la Bourse de croissance TSX à la TSX, et pourrait également être inscrite au NASDAQ. Grâce à l'introduction de AssetCare 2.0 ainsi que des technologies de retour au travail et des technologies offertes aux travailleurs connectés, mCloud est en voie de devenir un intervenant clé pour aider à l'échelle mondiale les sociétés à reprendre leurs activités habituelles tout en préservant la santé et la sécurité des employés et des intervenants.

La Société surveille l'évolution de la situation et a adopté des mesures adéquates pour atténuer les risques compte tenu des lois, des règlements et des ordonnances en vigueur ainsi que des perturbations.

Les produits des activités ordinaires de mCloud pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 s'élevaient à 10,009 millions de dollars (comparativement à 0,440 million de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2018) et la perte nette pour la même période s'établissait à 6,972 millions de dollars (comparativement à une perte nette de 2,940 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2018). Le BAIIA ajusté² a été établi à millions de dollars (comparativement à un BAIIA ajusté de millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2018).

Sur une période de douze mois, les produits des activités ordinaires se sont élevés à 18,340 millions de dollars (comparativement à 1,794 million de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018), ce qui correspond à une augmentation des produits des activités ordinaires d'une année par rapport à l'autre de 922 %, et la perte nette pour la même période s'est établie à 30,654 millions de dollars (comparativement à une perte nette de 12,188 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018). Le BAIIA ajusté global² s'est élevé à 11,108 millions de dollars (comparativement à 5,454 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018), et la marge brute était de l'ordre de 59 %.

EXERCICE

En 2019, la direction s'est efforcée de stimuler la croissance interne des activités de mCloud en misant sur les acquisitions réalisées par la Société en 2018 (NGRAIN Canada Corporation) et en 2019 (Agnity et Autopro).

La direction s'est attelée à deux grandes priorités, à savoir l'intégration de toutes les technologies et de tous les talents acquis à AssetCare dans le but de créer une seule et même plateforme pour la clientèle ainsi que la présentation de la plateforme AssetCare à de nouveaux clients et l'introduction de ses trois marchés, soit celui des immeubles commerciaux, celui de l'énergie renouvelable et celui du secteur de la transformation. La direction a ciblé les activités décrites ci-après comme étant les principaux vecteurs du rendement de la Société pour l'exercice 2019. Selon elle, ces activités devraient créer une forte croissance en 2020.

Expansion à l'échelle internationale

Parmi les efforts qui ont été déployés afin de consolider notre présence sur de nouveaux marchés internationaux, on compte l'introduction de la plateforme AssetCare jusqu'en Asie du Sud-Est, en Chine élargie, au Japon, en Australie, en Europe continentale et au Moyen-Orient. En 2019, mCloud a établi une collaboration stratégique à Bahreïn et une présence commerciale en Australie ainsi qu'au Royaume-Uni, deux initiatives qui ont permis à la Société de recruter de nouveaux clients dans les secteurs des parcs éoliens, du pétrole, du gaz et de la pétrochimie et d'offrir ses services aux travailleurs qui utilisent des technologies intelligentes dans différents secteurs.

En mars 2019, mCloud a également établi une collaboration stratégique avec Britwind, un membre du même groupe que la société Ecotricity du Royaume-Uni. Cette collaboration a permis à la Société de servir les 1 000 éoliennes de Britwind situées en zone rurale, au Royaume-Uni, à compter de 2020. On compte plus de 7 000 éoliennes terrestres en exploitation au Royaume-Uni ainsi que 1 832 éoliennes supplémentaires situées en mer³. mCloud s'attend à ce que, avant la fin de l'exercice 2020, les premières éoliennes de ce marché soient rattachées grâce à la plateforme AssetCare.

La collaboration stratégique de mCloud avec SCN en Chine s'est poursuivie et a permis de connecter un centre commercial situé à Changsha, dans la province de Hunan, au cours du troisième trimestre. Les plans pour la Chine ont été interrompus pendant la pandémie de COVID-19, mais ils ont repris, surtout en ce qui a trait aux parcs éoliens, avec la reprise du commerce régulier. L'installation de la plateforme AssetCare dans les immeubles commerciaux se fera conformément aux mesures adoptées pour la COVID-19.

² Se reporter à la définition du terme « mesure non conforme aux IFRS » à la rubrique « Résultats d'exploitation » (page 18).

³ Visitez la page Web <https://theswitch.co.uk/energy/guides/renewables/wind-power>.

En 2019, la Société a ajouté à son équipe 12 directeurs de ventes stratégiques qui se situent en Amérique du Nord, en Europe, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est.

Acquisition de Autopro Automation

Le troisième trimestre de 2019 a été marqué par la réalisation de l'acquisition de Autopro par mCloud ainsi que par le déploiement de nouveaux efforts visant à favoriser l'adoption par la clientèle actuelle de Autopro des solutions AssetCare. Immédiatement après la clôture de l'acquisition de Autopro en juillet 2019, la Société a commencé à rechercher des occasions de créer des synergies de revenus avec les activités traditionnelles d'automatisation de processus de Autopro en incorporant la plateforme AssetCare dans le secteur d'activité des services connectés de la Société et en déployant des efforts sur le plan des ventes et de la commercialisation pour tirer parti des relations existantes de Autopro et pour introduire les fonctionnalités de la plateforme AssetCare auprès de ces clients.

Quelques semaines après la réalisation de l'opération, la Société a évoqué auprès des principaux clients de Autopro le déploiement de la plateforme AssetCare. Ces consultations et ces occasions visaient de nombreux actifs de traitement et fournissaient de nouvelles capacités de maintenance prédictive à ces installations grâce au modèle d'abonnement de la plateforme AssetCare.

À la fin de l'année, la Société avait réussi à convaincre les clients et les contacts de AutoPro de commencer à adopter la technologie de mCloud. Cette approche est demeurée efficace, car le secteur d'activité des services connectés a bénéficié de l'engagement supplémentaire d'autres clients du portefeuille de Autopro et l'équipe a prouvé de façon continue la capacité de la plateforme AssetCare à créer de la valeur.

Dans une installation de transformation connectée dans l'Ouest canadien, les temps de réponse de la maintenance se sont améliorés de 300 %. De plus, une panne imprévue qui aurait pris six heures à résoudre de manière traditionnelle a été réglée en deux heures, ce qui a permis à ce client de préserver un revenu de 50 000 \$ qui aurait sinon été perdu.

L'une des priorités maintenue de la direction est de réorienter constamment les efforts de marketing et des ventes traditionnels de Autopro pour se concentrer sur les clients potentiels découlant des revenus récurrents de la plateforme AssetCare. Cette nouvelle orientation se poursuit en parallèle avec les revenus des services professionnels basés sur des projets, qui ont par le passé été le principal objectif de cette entreprise. En raison de ces changements, la direction s'attend à ce que les revenus basés sur des projets à court terme diminuent et que les revenus de la plateforme AssetCare augmentent à long terme.

La pandémie de COVID-19 fait en sorte que de nombreux secteurs de transformation, dont les clients du secteur pétrolier et gazier, doivent demeurer connectés à leurs actifs essentiels et à leurs travailleurs sur le terrain. Grâce aux fonctions fournies par AssetCare, notamment les gammes de solution Connected Worker et Connected Industry, mCloud est en mesure d'aider ses clients du secteur industriel à faire face à ces exigences et à ces obstacles.

Avancées en matière de développement technologique

mCloud a réalisé des avancées majeures dans le développement technologique et le lancement de nouvelles fonctionnalités lui a permis de créer de nouvelles occasions de générer des revenus grâce à la plateforme AssetCare. En 2019, la Société a présenté trois nouveaux produits technologiques par le biais de la plateforme AssetCare, à savoir un produit de jumeaux numériques tridimensionnels appelé 3D Digital Twins, une solution pour les travailleurs connectés qui utilise des lunettes intelligentes sécuritaires appelée Connected Worker et une solution qui permet la maintenance prédictive de systèmes de contrôle de la transformation des installations pétrolières et gazières appelée Connected Industry.

La plateforme AssetCare de mCloud est hébergée sur celle de Microsoft Azure, ce qui garantit la capacité de la Société de servir sa clientèle mondiale et d'ajuster la connectivité à différents types d'actifs énergétiques et d'utiliser l'apprentissage en profondeur pour permettre l'utilisation de nouvelles

fonctionnalités fondées sur l'IA dans tous ses secteurs d'activité. Les efforts de conception de produits de la Société ont facilité la connexion de mCloud à des actifs énergétiques par des capteurs d'IdO sans fil avancés, des connexions directes à des actifs conformément à des protocoles standard au sein du secteur et une option permettant d'ajouter virtuellement la plateforme en toute sécurité à un outil de gestion d'actifs actuel, ce qui permet à mCloud d'offrir la plateforme AssetCare sans exiger l'installation de matériel neuf.

Grâce à l'utilisation de l'apprentissage en profondeur et de la base de données liées à l'énergie de la Société qui regroupe des données tirées de 7 000 immeubles sur une période de dix ans, l'équipe AssetCare a conçu de nouvelles techniques fondées sur l'IA qui permettront une meilleure gestion du gaspillage d'énergie que les approches traditionnelles axées sur les horaires et les politiques qui sont utilisées de façon exclusive par presque tous les grands fournisseurs de services de gestion d'énergie actuels. L'utilisation de l'IA et de l'apprentissage automatique a permis à la plateforme AssetCare d'ajuster de façon continue l'énergie utilisée par le système de CVC dans un immeuble commercial, ce qui a créé de nouvelles façons de s'adapter à la fluctuation des demandes en énergie en comptabilisant simultanément des douzaines de variables, notamment des variables sur le rendement de l'appareil de CVC, sur les conditions météorologiques extérieures, sur le coût de l'énergie, sur l'heure, sur le taux d'occupation et sur les préférences en matière de confort.

Cette capacité a permis à mCloud d'offrir des économies d'énergie à des restaurants à service rapide et à des détaillants de magasins de petite surface, qui sont des sources importantes de gaspillage d'énergie et qui, avant l'arrivée de la plateforme AssetCare, appartenaient à un secteur d'activité habituellement délaissé en raison des économies d'échelle traditionnelles en place. En 2019, la Société a lancé cette fonction qui repose sur l'IA et qui a permis à certains clients de réduire de 55 % l'empreinte énergétique de leur système de CVC.

Au 31 décembre 2019, la Société comptait un total de 41 088 actifs connectés, comparativement à 28 000 actifs connectés à la fin de l'exercice terminé le 31 décembre 2018. Ces données représentent l'augmentation du nombre d'actifs connectés de 47 % d'une année à l'autre. Au 31 mars 2020, la Société comptait un total de 48 672 actifs connectés, ce qui représente une croissance de 18 % d'un trimestre à l'autre. La majeure partie de cette croissance en mars a été observée dans les installations qui disposaient déjà du matériel d'IdO nécessaire pour permettre à la Société de se connecter à distance sans les restrictions imposées en raison de la COVID-19.

La Société estimait que la connectivité de ses actifs avait aidé à réduire l'empreinte de carbone annuelle de ses clients de 80 000 tonnes en 2019, soit la même quantité de gaz à effet de serre émis par environ 17 000 véhicules pour passagers utilisés pendant une année.

Marketing et développement des affaires

La direction ainsi que nos équipes de marketing et de développement des affaires ont misé sur de nouvelles initiatives de marketing et de développement des affaires visant à faire connaître davantage la plateforme AssetCare et à générer de la demande à l'égard de celle-ci. En 2019, mCloud a mis en place une série de nouveaux programmes de promotion, notamment un engagement auprès de la presse professionnelle et d'organismes médiatiques, la promotion numérique programmatique pour cibler des segments de marché précis qui correspondent aux secteurs d'activité de la Société, et a renouvelé les liens auprès de ses clients et de ses partenaires actuels dans le but de faire croître la valeur des relations existantes.

Par suite des efforts de marketing déployés en 2019 par la Société, mCloud et son équipe ont été inclus dans plus de 20 publications d'organismes médiatiques et de la presse professionnelle, dont Seeking Alpha, VentureBeat, Cheddar, Yahoo! Finance, BNN Bloomberg, BetaKit et MergerMarket, ce qui lui a permis de joindre cumulativement plus de 50 millions d'investisseurs et de clients possibles. En plus de son succès auprès de la presse, mCloud a également réussi à accroître considérablement son empreinte sur le Web, sur les médias sociaux et sur les chaînes de vidéos numériques. La notoriété sur le plan du marketing de mCloud a augmenté de 146 % comparativement à la période correspondante de 2018.

Les efforts de marketing numérique liés à la programmation déployés en 2019 par la Société ont été le point tournant de sa croissance en lui permettant de repérer des clients précis qui pourraient être intéressés par au moins l'une des solutions AssetCare de la Société et en facilitant l'introduction de produits auprès de ces clients. Parmi les efforts déployés, on compte l'optimisation pour les moteurs de recherche et un calendrier de contenu attrayant diffusé par le nouveau blogue de mCloud ainsi que par des publications, des vidéos et des balados diffusés quotidiennement sur les réseaux sociaux.

Conformément aux principes de la Société relativement à l'application de l'IA et des analyses, les efforts de marketing et de développement des affaires sont ciblés grâce à l'utilisation régulière de méthodes rigoureuses visant à tester pour cibler et de méthodes rigoureuses à plusieurs variables qui permettent d'optimiser la circulation de l'information, la conversion des clients et les coûts par client acquis. Ces mesures permettent à la Société d'obtenir de nouveaux clients et de saisir de nouvelles occasions en engageant des frais inférieurs à ceux qui seraient engagés si seules des techniques de marketing traditionnelles avaient été utilisées. Dans certains cas, les frais liés à l'obtention de nouvelles occasions sont réduits d'environ 44 %.

Marché possible mondial fragmenté

Le tableau suivant présente les estimations du marché en fonction de la compilation de données obtenues auprès de tiers.



Marché possible

	23 881 000 actifs connectés ciblés	1 916 700 travailleurs connectés ciblés	315 000 jumeaux numériques tridimensionnels
7 345 000 immeubles susceptibles d'être connectés situés dans 20 villes			
3 116 000 restaurants ¹	9 350 000	779 000	-
4 200 000 commerces de détail de taille moyenne (dont des succursales bancaires) ²	12 600 000	1 050 000	-
29 000 centres de soins de longue durée et de soins pour personnes âgées ³	116 000	58 000	-
34 780 immeubles industriels susceptibles d'être connectés situés dans 12 villes			
1 280 installations de pétrole, de gaz et de GNL et installations flottantes de production, de stockage et de déchargement ⁴	1 088 000	6 400	13 000
30 700 parcs éoliens ⁵	307 000	13 300	92 000
1 200 usines de traitement du minéral ⁶	180 000	3 600	90 000
1 600 usines de pâte et papier ⁷	240 000	6 400	120 000
Valeur du marché possible : 24 001 592 000 \$ CA		<i>en revenus annuels récurrents, en fonction des frais mensuels par connexion moyens</i>	
Aux immeubles susceptibles d'être connectés	18 447 720 000 \$ CA	50 \$ CA par immeuble connecté	Les prix par travailleur connecté et par jumeau
Aux immeubles industriels susceptibles d'être connectés	5 553 872 000 \$ CA	150 \$ CA par éolienne connectée 250 \$ CA par site industriel	numérique tridimensionnel varie en fonction de l'application

Source (É.-U.) : <https://www.statista.com/statistics/244616/number-of-qsr-fsr-chain-independent-restaurants-in-the-us/>
Source (Canada) : <https://www.statista.com/statistics/572702/number-of-fast-food-restaurants-in-canada/>
Source (R.-U.) : <https://www.statista.com/statistics/712002/fast-food-outlets-united-kingdom-uk-by-type/>
Source (Chine) : <https://www.ibisworld.com/china/market-research-reports/fast-food-restaurants-industry/>
Source (É.-U.) : <https://www.statista.com/statistics/208059/total-shopping-centers-in-the-us/>
Source (Canada) : <https://www.thestar.com/business/2017/05/06/how-neighbourhood-malls-are-struggling-to-survive.html>
Source (R.-U.) : <https://www.statista.com/statistics/912126/shopping-center-numbers-by-country-europe/>
Source (Allemagne) : <https://www.statista.com/statistics/523100/number-of-shopping-centers-in-germany/>
Source (Italie) : <https://www.duffandphelps.com/-/media/assets/pdfs/publications/real-estate-advisory-group/real-estate-market-study-on-retail-sector-may-2019.ashx>
Source (Chine) : <https://www.chinadaily.com.cn/a/201901/11/WS5c380388a3106c65c34e3e65.html>
Source (Singapour) : <https://sbr.com.sg/commercial-property/commentary/are-there-too-many-malls-in-singapore>
Source (Australie) : <https://www.scca.org.au/industry-information/key-facts/>
Source (É.-U.) : <https://www.cdc.gov/nchs/fastats/residential-care-communities.htm>
Source (Singapour) : <https://www.moh.gov.sg/resources-statistics/singapore-health-facts/health-facilities>
Source (Australie) : <https://www.gen-agedcaredata.gov.au/Topics/Services-and-places-in-aged-care>
Source (Arabie saoudite) : <https://www.sidf.gov.sa/en/IndustryinSaudiArabia/Pages/IndustrialDevelopmentinSaudiArabia.aspx>
Source (Arabie saoudite) : <https://www.saudiamco.com/-/media/publications/corporate-reports/2015-ff-saudiamco-english.pdf>
Source (Singapour) : Rapport annuel de 2018 de Petronas : <https://www.petronas.com/>
Source (mondial) : Agence internationale pour les énergies renouvelables et American Wind Association (AWEA)

Source (mondial) : Forum économique mondial et Parker Bay

Source (Canada et UE) : Confédération des industries papetières européennes; Ressources naturelles Canada; Bureau of Labor Statistics

mCloud a réalisé des recherches poussées pour délimiter les marchés et repérer les occasions qui sont à sa disposition grâce à sa plateforme AssetCare. La Société estime qu'elle est en mesure de fournir des services à plus de 7,3 millions d'immeubles commerciaux et à plus de 34 000 sites industriels répartis dans 20 villes différentes à l'échelle mondiale. Chaque immeuble et chaque site représente de multiples actifs et de multiples travailleurs à connecter ainsi que de multiples jumeaux numériques tridimensionnels (se reporter au graphique ci-dessus pour en avoir un aperçu).

Parmi les immeubles commerciaux auxquels il sera possible de fournir des services, on compte des restaurants, des commerces de détail de taille moyenne (notamment des succursales bancaires qui offrent des services à des particuliers) et des établissements de soins de longue durée. Dans ces immeubles, mCloud connecte des actifs tels que le système de CVC, l'éclairage et les appareils de climatisation et de réfrigération. Parmi les travailleurs qu'il est possible de connecter, on compte les personnes qui prennent part à l'exploitation ou à la maintenance quotidienne de ces immeubles commerciaux, notamment les mécaniciens et les gestionnaires.

Parmi les sites industriels, on compte les installations de pétrole et de gaz, les installations de gaz naturel liquéfié (« GNL ») et les installations flottantes de production, de stockage et de déchargement de même que les parcs éoliens, les usines de traitement du minerai et les usines de pâte et papier. Pour ces sites, les actifs susceptibles d'être connectés comprennent les systèmes de contrôle de la transformation, les échangeurs thermiques, les pompes et les compresseurs de gaz. Parmi les travailleurs susceptibles d'être connectés, on compte les travailleurs sur le terrain, les responsables du maintien, les ingénieurs, les gestionnaires d'actifs et les gestionnaires d'usines. L'expérience de la Société dans la création de modèles numériques tridimensionnels d'actifs d'une valeur de plusieurs milliards de dollars de la taille d'une installation flottante de production, de stockage et de déchargement comme de sous-composantes d'actifs tels que les pales d'éoliennes crée des occasions de saisir une grande part de marché.

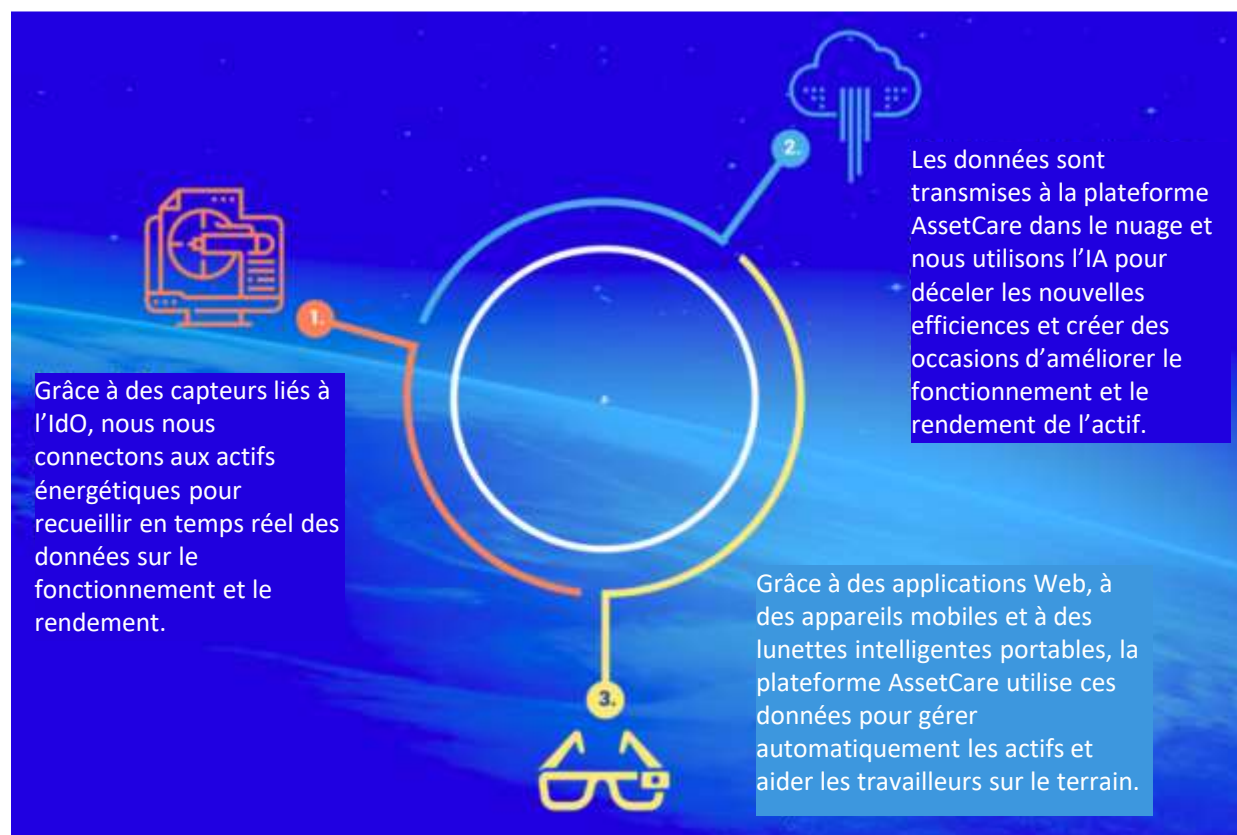
En fonction des frais mensuels moyen générés par connexion ou par jumeau numérique tridimensionnel, la Société estime que la part de marché qu'elle est actuellement susceptible de saisir pourrait s'élever à environ 24 milliards de dollars en revenus récurrents annuels, y compris tous les actifs, les travailleurs et les jumeaux numériques tridimensionnels ciblés que mCloud peut actuellement cibler.

APERÇU DE LA TECHNOLOGIE⁴

mCloud offre AssetCare^{MC} aux termes d'abonnements pluriannuels comparables au modèle SaaS (« Software-as-a-Service »). La technologie sous-jacente à la plateforme AssetCare utilise l'intelligence artificielle (« IA ») pour optimiser la santé et le rendement d'actifs commerciaux et industriels. Parmi les exemples d'applications qui utilisent l'IA de la Société, on compte ce qui suit :

- réduire le gaspillage d'énergie tout en améliorant le confort des occupants d'installations commerciales grâce au contrôle adaptatif reposant sur l'IA;
- maximiser la disponibilité des actifs et des rendements de production de sources d'énergie renouvelable grâce à l'évaluation continue du rendement et à la maintenance prédictive;
- optimiser la disponibilité et gérer les risques liés à l'exploitation d'usines de traitement industrielles, notamment les installations pétrolières et gazières, grâce aux conseils continus reposant sur l'IA et au soutien des opérateurs de processus sur le terrain.

La plateforme AssetCare offre des résultats directs et une valeur immédiate aux clients. De plus, ces derniers peuvent accéder aux analyses en nuage et aux tableaux de bord de gestion qui créent des renseignements exploitables pour soutenir les bonnes décisions en matière de gestion d'actifs. Les responsables de la maintenance et les opérateurs sur le terrain ont accès aux applications mobiles générées par la plateforme AssetCare qui utilisent l'IA pour fournir du soutien à distance, des recommandations reposant sur l'IA et des fonctionnalités de réalité mixte qui garantissent que chaque tâche réalisée sur le terrain est effectuée à temps et correctement dès la première intervention.



⁴ La rubrique « Survol, performance globale et perspectives » ci-dessus renferme certains énoncés prospectifs. Se reporter à la rubrique « Information prospective » pour connaître les risques et les impondérables liés à ces énoncés.



Les technologies sous-jacentes à la plateforme AssetCare proviennent de différentes acquisitions réalisées par la Société depuis 2017. Chaque acquisition fournit une pièce maîtresse à la capacité de gestion d'actifs complète que mCloud offre à ses clients, le tout connecté à la plateforme AssetCare dans le nuage. Le développement continu de la plateforme AssetCare étend la suite de solutions à la création d'une valeur croissante pour les clients.



La Société a un portefeuille de 15 brevets de logiciels liés à l'efficacité énergétique d'appareils de CVC, à la technologie tridimensionnelle et à la gestion d'actifs ainsi qu'un portefeuille de 12 marques déposées, dont des marques liés à mCloud et à AssetCare.

Brevet	N° de brevet / N° de série de la demande	Territoire	Date de délivrance / date de dépôt	Statut	Propriétaire inscrit
Appareil et méthode permettant de déceler les failles et d'obtenir un diagnostic dans le matériel responsable du cycle de compression de la vapeur	6,658,373	Brevet accordé aux États-Unis	2/12/2003	En vigueur	Field Diagnostic Services, Inc.
Estimer les paramètres d'exploitation du matériel responsable du cycle de compression de la vapeur	6,701,725	Brevet accordé aux États-Unis	9/3/2004	En vigueur	Field Diagnostic Services, Inc.
Estimer le débit d'air de l'évaporateur du matériel de refroidissement responsable du cycle de compression de la vapeur	6,973,793	Brevet accordé aux États-Unis	13/12/2005	En vigueur	Field Diagnostic Services, Inc.
Appareil et méthode permettant de déceler les failles et d'obtenir un diagnostic dans le matériel responsable du cycle de compression de la vapeur	7,079,967	Brevet accordé aux États-Unis	18/7/2006	En vigueur	Field Diagnostic Services, Inc.
Méthode de vérification du débit d'air de l'évaporateur	8,024,938	Brevet accordé aux États-Unis	27/9/2011	En vigueur	Field Diagnostic Services, Inc.
Méthode et appareil pour transformer les données polygonales en données représentées en voxels pour des applications de nature générale	6,867,774	Brevet accordé aux États-Unis	15/3/2005	En vigueur	NGRAIN (Canada) Corporation
Méthode et système pour illustrer les données représentées en voxels qui gère également l'interpénétration d'ensembles de voxels multiples	7,218,323	Brevet accordé aux États-Unis	5/15/2007	En vigueur	NGRAIN (Canada) Corporation
Méthode et appareil pour transformer les données infonuagiques ponctuelles en données volumétriques	7,317,456	Brevet accordé aux États-Unis	8/1/2008	En vigueur	NGRAIN (Canada) Corporation
Méthode, système et structure de données pour le téléchargement et le traitement progressifs d'un ensemble de données tridimensionnelles	7,965,290	Brevet accordé aux États-Unis	21/6/2011	En vigueur	NGRAIN (Canada) Corporation
Méthode et système pour calculer les normales en voxels limitrophes améliorés sur le plan visuel à la conversion de données polygonales en données représentées en voxels	8,217,939	Brevet accordé aux États-Unis	16/7/2012	En vigueur	NGRAIN (Canada) Corporation
Système et méthode pour une configuration géométrique optimale fondée sur l'exclusion de pièces	9,159,170	Brevet accordé aux États-Unis	13/10/2015	En vigueur	NGRAIN (Canada) Corporation
Méthode et système d'émulation cinématique	9,342,913	Brevet accordé aux États-Unis	17/5/2016	En vigueur	NGRAIN (Canada) Corporation

Système, support lisible par ordinateur et méthode pour le calcul de différences tridimensionnelles de modèles tridimensionnels représentés en voxels	9,600,929	Brevet accordé aux États-Unis	21/3/2017	En vigueur	NGRAIN (Canada) Corporation
Système, méthode et support lisible par ordinateur pour organiser et illustrer des modèles tridimensionnels représentés en voxels dans une structure arborescente	9,754,405	Brevet accordé aux États-Unis	10/9/2015	En vigueur	NGRAIN (Canada) Corporation
Appareil portable et méthode pour appuyer les décisions relatives à la fusion et à l'analyse automatisées en temps réel de données multisensorielles	10,346,725.00	Brevet accordé aux États-Unis	9/7/2019	En vigueur	AirFusion, Inc.

Marque de commerce	N° de série de la demande / N° d'inscription	Date de délivrance / date de dépôt	Statut	Propriétaire inscrit
ACRx	75281276/ 2492872	25/9/2001	En vigueur	Field Diagnostic Services, Inc.
VIRTUAL MECHANIC	75281278/ 2347749	2/5/2000	En vigueur	Field Diagnostic Services, Inc.
MICLOUD CORP (marque standard)	87327278/ 5333557	14/11/2017	En vigueur	mCloud Corp.
mCloud Corp (dessin)	87327435/ 5333558	14/11/2017	En vigueur	mCloud Corp.
Asset Circle of Care (marque standard)	87327483/ 5333559	14/11/2017	En vigueur	mCloud Corp.
AssetCare (marque standard)	87327512/ 5333560	14/11/2017	En vigueur	mCloud Corp.
3KO	77398780/ 3796217	11/11/2008	En vigueur	NGRAIN (Canada) Corporation
NGRAIN (dessin)	77912373/ 3840652	15/6/2010	En vigueur	NGRAIN (Canada) Corporation
NGRAIN (dessin)	009245101 (UE)	27/12/2010	En vigueur	NGRAIN (Canada) Corporation
PRODUCER	009327412 (UE)	3/2/2011	En vigueur	NGRAIN (Canada) Corporation
NGRAIN (marque standard)	78199527/ 2881383	7/9/2004	En vigueur	NGRAIN (Canada) Corporation
mCloud Connect (marque standard)	5756945	21/5/2019	En vigueur	mCloud Corp.

La Société protège également son code source exclusif et ses algorithmes à titre de secrets commerciaux. Seuls les employés qui ont besoin de connaître ces renseignements y ont accès.

PRINCIPALES INFORMATIONS ANNUELLES

Les renseignements qui figurent dans les tableaux suivants sont tirés des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société (sauf le BAIIA). Par conséquent, les renseignements suivants ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui seront obtenus au cours d'un trimestre futur.

Les renseignements annuels choisis relatifs aux résultats d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 qui figurent ci-dessous comprennent des comparaisons par rapport aux exercices terminés les 31 décembre 2018 et 2017.

	31 décembre 2019	31 décembre 2018	31 décembre 2017 (après retraitement)
Produits des activités ordinaires	18,340 \$	1,794 \$	0,840 \$
Résultat d'exploitation	16,380	11,270	4,985
Résultat des activités poursuivies attribuable à la société mère	30,654	12,188	6,789
Perte de base et diluée par action (en dollars)	2,50	1,77	0,99

	31 décembre 2019	31 décembre 2018	31 décembre 2017 (après retraitement)
Au			
Total de l'actif	59,859 \$	6,234 \$	2,815 \$
Total des passifs financiers non courants	32,146	0,050	—

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Résumé des résultats trimestriels

	En millions, sauf indication contraire							
Trimestre clos le :	31 déc. 2019	30 sept. 2019 (après retraitement) *	30 juin 2019 (après retraitement) *	31 mars 2019 (après retraitement) *	31 déc. 2018 (après retraitement) *	30 sept. 2018 (après retraitement) *	30 juin 2018 (après retraitement) *	31 mars 2018 (après retraitement) *
Total des produits des activités ordinaires	10,009 \$	5,955 \$	1,026 \$	1,350 \$	0,440 \$	0,498 \$	0,310 \$	0,546 \$
Perte découlant des activités poursuivies attribuable à la société mère	6,972	18,493	3,485	1,704	2,942	3,409	4,086	1,751
Perte par action de base et après dilution (en dollars)	0,44	1,25	0,38	0,19	0,44	0,44	0,63	0,36
Perte attribuable à la société mère	6,972	18,493	3,485	1,704	2,942	3,409	4,086	1,751
Perte par action de base et après dilution (en dollars)	0,44	1,25	0,38	0,19	0,44	0,44	0,63	0,36

*Au cours de la période, la Société a identifié certains rajustements qui devaient être apportés aux montants indiqués dans des états financiers déposés pour une période antérieure. Compte tenu de ces rajustements, le total des produits des activités ordinaires déclarés pour une période antérieure a respectivement été ajusté à 9,233 millions de dollars (au 30 septembre 2019), à 3,004 millions de dollars (au 30 juin 2019), à 2,193 millions de dollars (au 31 mars 2019), à 0,159 million de dollars (au 31 décembre 2018), à 0,707 million de dollars (au 30 septembre 2018), à 0,553 million de dollars (au 30 juin 2018) et à 0,693 million de dollars (au 31 mars 2018).

Le total des pertes découlant des activités poursuivies et des pertes attribuables à la société mère présentées pour une période antérieure a respectivement été ajusté à 6,869 millions de dollars (au 30 septembre 2019), à 1,437 million de dollars (au 30 juin 2019), à 2,521 millions de dollars (au 31 mars 2019), à 4,281 millions de dollars (au 31 décembre 2018), à 2,824 millions de dollars (au 30 septembre 2018), à 3,422 millions de dollars (au 30 juin 2018) et à 1,661 million de dollars (au 31 mars 2018). Dans le reste du présent rapport de gestion, lorsque les chiffres indiqués sont des chiffres après retraitement.

**Les chiffres correspondant à la perte par action de base et après dilution pour chaque trimestre ont été ajustés afin de tenir compte des résultats trimestriels après retraitement ainsi que du regroupement d'actions réalisé le 13 décembre 2019, selon la méthode d'application rétrospective.

Le total des produits des activités ordinaires comptabilisés au cours de l'ensemble des trimestres de 2018 était plutôt stable puisque la Société s'était concentrée sur l'intégration des entités nouvellement acquises et sur la construction d'une fondation qui assurerait sa croissance et son expansion futures. Depuis le deuxième trimestre de 2019, la Société a affiché une croissance importante grâce aux acquisitions de Agnity (au deuxième trimestre de 2019) et de Autopro (au troisième trimestre de 2019) et à la croissance interne attribuable aux nouveaux clients. La hausse importante des produits des activités ordinaires au cours du troisième trimestre de 2019 était attribuable aux produits des activités ordinaires générés par l'acquisition de Autopro. Cette tendance s'est poursuivie au cours du quatrième trimestre de 2019 avec l'intégration des acquisitions récentes, tout comme les efforts conscients déployés pour la commercialisation et la vente de la solution AssetCare au sein du secteur pétrolier et gazier ainsi que pour la délivrance de licences logicielles perpétuelles.

La perte découlant des activités poursuivies et la perte attribuable à la société mère ont été plutôt stables au cours de l'ensemble des trimestres présentés dans le résumé des résultats trimestriels, sauf dans le cas des troisième et quatrième trimestres de 2019. La hausse importante de la perte des activités

poursuivies et de la perte attribuable aux propriétaires de la Société s'explique en grande partie par les frais d'acquisition d'entreprises engagés dans le cadre de l'acquisition de Autopro, par les frais accrus engagés dans le cadre du regroupement des entités nouvellement acquises, à savoir Autopro (au troisième trimestre de 2019) et Agnity (au deuxième trimestre de 2019), de même que par les frais accrus liés aux activités de vente et de marketing, l'augmentation des salaires et des avantages sociaux et la hausse des frais généraux et administratifs qui doivent être engagés afin de maintenir la courbe de croissance de la Société. Il convient de mentionner que la perte subie au cours du quatrième trimestre représentée en pourcentage du total des produits des activités ordinaires représente une tendance positive en raison des synergies améliorées et des ventes croisées de la plateforme AssetCare auprès des sociétés nouvellement acquises.

Mesure financière non conforme aux IFRS : BAIIA ajusté

Selon la définition de la Société, le BAIIA ajusté attribué aux actionnaires désigne le bénéfice net ou la perte nette, compte non tenu de l'incidence des charges financières, des produits financiers, des gains ou des pertes de change, des impôts sur le résultat exigibles et reportés, de la dotation aux amortissements, de la rémunération fondée sur des actions, de la dépréciation des actifs à long terme, des gains réalisés ou des pertes subies à la disposition d'actifs et des frais d'acquisition d'entreprises et des frais connexes. Il est à noter que le BAIIA ajusté n'a pas de définition prescrite par les IFRS et pourrait ne pas être comparable à des mesures similaires utilisées par d'autres entités.

La Société est d'avis que le BAIIA ajusté est une mesure utile car elle fournit à la direction des renseignements sur l'exploitation et le rendement financier de la Société ainsi que sur sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer les besoins futurs liés au fonds de roulement et financer sa croissance future. Le fait d'exclure ces éléments ne signifie toutefois pas que ceux-ci ne sont pas récurrents ou qu'ils ne sont pas utiles pour les investisseurs.

Les investisseurs sont avisés que le BAIIA ajusté attribuable aux actionnaires ne doit pas être considéré comme une mesure pouvant remplacer le résultat net ou les flux de trésorerie calculés conformément aux IFRS.

L'information ci-dessous a été établie à partir des états financiers de mCloud et présente une comparaison entre les résultats du trimestre clos le 31 décembre 2019 et ceux du trimestre clos le 31 décembre 2018.

Au cours de l'exercice 2019, la Société a travaillé activement à la clôture de deux acquisitions et de deux opérations de financement, tel qu'il est décrit ci-dessus. À la signature de lettres d'intention exécutoires visant l'acquisition d'entités, la Société a amorcé l'intégration immédiate des technologies de chaque entité respective dans la plateforme AssetCare^{MC}. Les coûts liés aux acquisitions, aux opérations de financement, à l'intégration des technologies acquises et à l'expansion vers de nouveaux marchés ont compté pour une grande part des dépenses de la Société, tel qu'il est indiqué dans les tableaux ci-dessous.

Perte nette et BAIIA ajusté – Pour le trimestre clos le 31 décembre 2019

Trimestre clos le 31 décembre (en millions de dollars)				
	2019	2018	Variation (\$)	Variation (%)
Produits des activités ordinaires	10,009 \$	0,440 \$	9,569 \$	2 175 %
Coût des produits vendus	3,694	0,169	3,525	2 086 %
Bénéfice brut	6,314	0,271	6,043	2 230 %
Charges d'exploitation	8,649	2,620	6,029	230 %
Perte nette pour la période	(6,972)	(2,942)	(4,030)	137 %
Ajouter : Charge d'impôt exigible	—	—	0,076	(100)%
Déduire : Impôt sur le résultat différé (recouvrement)	0,165	—	0,165	100 %
Ajouter : Dotation aux amortissements	1,063	0,084	0,979	1 165 %
Ajouter : Rémunération fondée sur des actions	0,576	0,307	0,269	88 %
Ajouter : Charges financières	1,585	(0,006)	1,591	(26 517)%
Déduire : Produits financiers	(0,003)	(0,091)	0,088	(97)%
Ajouter : Pertes de change	0,198	(0,035)	0,233	(666)%
Ajouter : Perte de valeur	0,093	0,675	(0,582)	(86)%
Ajouter : Frais d'acquisition d'entreprises et frais connexes	0,582	0,145	0,437	301 %
Ajouter : Salaires et avantages sociaux ^{a)}	0,973	0,265	0,708	267 %
Ajouter : Honoraires de professionnels et honoraires de consultation ^{a)}	0,332	0,189	0,143	76 %
BAIIA ajusté	(1,332)\$	(1,409)\$	0,077 \$	(5)%

a) La direction ne tient pas compte de certains de ces frais dans son évaluation des activités régulières.

Perte nette et BAIIA ajusté – Pour la période de douze mois close le 31 décembre 2019

Période de douze mois close le 31 décembre (en millions de dollars)				
	2019	2018	Variation (\$)	Variation (%)
Produits des activités ordinaires	18,340 \$	1,794 \$	16,546 \$	922 %
Coût des produits vendus	7,583	0,547	7,036	1 285 %
Bénéfice brut	10,757	1,247	9,510	763 %
Charges d'exploitation	27,138	12,517	14,621	117 %
Perte nette pour la période	(30,654)	(12,188)	(18,466)	152 %
Ajouter : Charge d'impôt exigible	0,182	—	0,182	100 %
Déduire : Impôt sur le résultat différé (recouvrement)	(1,877)	—	(1,877)	(100)%
Ajouter : Dotation aux amortissements	4,044	0,518	3,526	680 %
Ajouter : Rémunération fondée sur des actions	1,468	1,419	0,049	3 %
Ajouter : Charges financières	3,218	0,184	3,034	1 651 %
Déduire : Produits financiers	(0,168)	(0,091)	(0,077)	85 %
Ajouter : Pertes de change	0,494	0,048	0,447	938 %
Ajouter : Perte de valeur	0,601	0,675	(0,075)	(11)%
Ajouter : Frais d'acquisition d'entreprises et frais connexes	9,880	0,197	9,683	4 911 %
Ajouter : Salaires et avantages sociaux ^{a)}	3,094	1,485	1,609	108 %
Ajouter : Honoraires de professionnels et honoraires de consultation ^{a)}	2,611	0,675	1,936	287 %
BAIIA ajusté	(5,763) \$	(7,076) \$	1,313 \$	(19)%

a) La direction ne tient pas compte de certains de ces frais dans son évaluation des activités régulières.

Produits des activités ordinaires

Trimestre clos le 31 décembre (en millions de dollars)			
	2019	2018 (après retraitement)	Variation (\$)
Produits des activités ordinaires	10,009 \$	0,440 \$	9,569 \$

Période de douze mois close le 31 décembre (en millions de dollars)			
	2019	2018	Variation (\$)
Produits des activités ordinaires	18,340 \$	1,794 \$	16,546 \$

L'augmentation des produits des activités ordinaires de 9,569 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019 et de 16,546 millions de dollars au cours de la période de douze mois close le 31 décembre 2019, comparativement au trimestre et à la période de douze mois clos le 31 décembre 2018, était attribuable à la consolidation des produits des activités ordinaires générés par Agnity et Autopro, ainsi qu'à la croissance interne considérable de la plateforme AssetCare. Les produits des activités ordinaires liés à Autopro se rapportent essentiellement à l'adoption et à la mise à niveau de procédés de conception de systèmes de contrôle des processus liés au pétrole et au gaz naturel; en

outre, nous sommes parvenus à faire adopter la plateforme AssetCare par l'un des plus gros clients de Autopro, qui s'en sert pour ses systèmes de contrôle à 6 de ses installations en Alberta. La majeure partie des contrats ont été conclus avec des clients de longue date de Autopro en Alberta. Les produits des activités ordinaires de Agnity étaient composés de droits de licence perpétuelle, de services post-contractuels et de la conception et la mise en application de solutions destinées à ses clients, principalement à ceux qui sont situés aux États-Unis et au Japon. Les augmentations des produits des activités ordinaires générés par AssetCare sont principalement attribuables à notre contrat intervenu avec Telus au Canada, ainsi qu'à nos clients du secteur du pétrole et du gaz en Alberta.

La Société exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation. Pour les besoins de la présentation de l'information sectorielle, le chef de la direction de la Société est considéré comme le principal décideur opérationnel. Le choix du secteur d'exploitation de la Société est effectué en fonction de sa structure organisationnelle et de son mode de présentation régulière de l'information au chef de la direction. Les produits des activités ordinaires de la Société sont générés par ses clients en Amérique du Nord. L'ensemble des actifs de la Société se trouvent également en Amérique du Nord.

Le tableau ci-dessous présente les principaux clients qui représentent plus de 10 % du total des produits des activités ordinaires pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

	2019	2018
Client A	20 %	s.o.
Client B	11 %	s.o.
Client C	Moins de 10 %	21 %
Client D	Moins de 10 %	18 %

Les produits des activités ordinaires de la Société par pays pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 sont les suivants :

	2019	2018
Canada	10 889 542 \$	180 183 \$
États-Unis	7 450 707	1 614 289
Total	18 340 249 \$	1 794 472 \$

Charges d'exploitation

Trimestre clos le 31 décembre (en millions de dollars)				
	2019	2018 (après retraitement)	Variation (\$)	Variation (%)
Salaires et avantages sociaux	3,803 \$	1,059 \$	2,744 \$	259 %
Ventes et marketing	1,258	0,469	0,789	168 %
Recherche et développement	(0,056)	(0,005)	(0,052)	1 119 %
Frais généraux et administratifs	1,341	0,282	1,059	376 %
Total	6,346 \$	1,805 \$	4,540 \$	252 %

Période de douze mois close le 31 décembre (en millions de dollars)				
	2019	2018	Variation (\$)	Variation (%)
Salaires et avantages sociaux	10,314 \$	4,951 \$	5,363 \$	108 %
Ventes et marketing	3,167	3,336	(0,169)	(5)%
Recherche et développement	0,498	0,118	0,380	323 %
Frais généraux et administratifs	3,295	1,093	2,201	201 %
Total	17,273 \$	9,498 \$	7,775 \$	82 %

Les charges d'exploitation pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 ont augmenté de 252 %, soit une hausse de 4,540 millions de dollars, comparativement au trimestre clos le 31 décembre 2018, et de 82 %, soit une hausse de 7,775 millions de dollars pour la période de douze mois close le 31 décembre 2019, comparativement à la période de douze mois close le 31 décembre 2018. Ces hausses s'expliquent par l'augmentation des coûts liés aux effectifs nécessaires au développement continu, au marketing et à la vente de la plateforme AssetCare. En outre, parmi les incidences importantes des variations relevées, on compte le résultat de l'acquisition ainsi que le regroupement des frais généraux de Autopro et de Agnity.

Bien que bon nombre des augmentations relevées soient le résultat du regroupement de Agnity et de l'acquisition de Autopro, il est important de noter que, pour l'exercice en cours, la direction a cultivé la réserve de talents de la Société, ce qui signifie que des candidats choisis à l'interne étaient retenus pour pourvoir des postes clés dans les secteurs du marketing, des ventes, des finances ainsi que de la recherche et du développement au lieu de recourir aux services de consultants externes pour pourvoir à ces postes, ce qui a ainsi contribué aux augmentations observées.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019, la Société a été en mesure de recouvrer certains montants affectés à la recherche et au développement plus tôt dans l'année. Ces montants sont négligeables.

Honoraires de professionnels et honoraires de consultation (charges d'exploitation)

Trimestre clos le 31 décembre (en millions de dollars)				
	2019	2018 (après retraitement)	Variation (\$)	Variation (%)
Honoraires de professionnels et honoraires de consultation	0,664 \$	0,423 \$	0,241 \$	57 %

Période de douze mois close le 31 décembre (en millions de dollars)				
	2019	2018	Variation (\$)	Variation (%)
Honoraires de professionnels et honoraires de consultation	4,352 \$	1,081 \$	3,271 \$	303 %

Les honoraires de professionnels et les honoraires de consultation ont diminué de 57 %, soit une diminution de 0,24 million de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, comparativement au trimestre clos le 31 décembre 2018, et ont augmenté de 303 %, soit une hausse de 3,271 millions de dollars depuis le début de l'exercice au 31 décembre 2019, comparativement au 31 décembre 2018. Ces services professionnels sont liés aux efforts généraux déployés pour réunir des capitaux et explorer des occasions d'acquisition futures, et correspondent aux frais comptables et juridiques liés à l'examen trimestriel pour la période close le 30 septembre 2019 (aucune période antérieure n'a fait l'objet d'un examen par un comptable externe), à l'audit de fin d'exercice 2019, aux honoraires pour services-conseils relatifs à des questions comptables d'ordre technique et pour services d'évaluation, aux contrôles et aux procédés en matière de documentation et de planification, au dépôt du prospectus, au supplément et aux demandes de migration vers la TSX et d'inscription au NASDAQ. En outre, certains

frais liés aux efforts déployés par la Société pour étendre ses activités vers les marchés internationaux, tel qu'il est décrit à la rubrique « Exercice – Expansion à l'échelle internationale », ont entraîné une augmentation des frais de consultation liés aux activités en cause.

Rémunération fondée sur des actions et dotation aux amortissements (charges d'exploitation)

Trimestre clos le 31 décembre (en millions de dollars)				
	2019	2018 (après retraitement)	Variation (\$)	Variation (%)
Rémunération fondée sur des actions	0,576 \$	0,308 \$	0,268 \$	87 %
Dotation aux amortissements	1,063 \$	0,085 \$	0,978 \$	1 151 %

Période de douze mois close le 31 décembre (en millions de dollars)				
	2019	2018	Variation (\$)	Variation (%)
Rémunération fondée sur des actions	1,468 \$	1,419 \$	0,049 \$	3 %
Dotation aux amortissements	4,044 \$	0,518 \$	3,526 \$	680 %

Rémunération fondée sur des actions

La rémunération fondée sur des actions a augmenté à 1,468 million de dollars pour la période de douze mois close le 31 décembre 2019 (1,419 million de dollars en 2018) et a été ramenée à 0,576 million de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 (0,308 million de dollars en 2018) en raison de la révision des hypothèses utilisées pour l'application du modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes et de la date de l'exercice des options attribuées.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté à 4,044 millions de dollars pour la période de douze mois close le 31 décembre 2019 (0,518 million de dollars en 2018) et à 1,063 million de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 (0,085 million de dollars en 2018) en raison de l'ajout d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et de l'adoption de l'IFRS 16, ce qui a entraîné la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation qui ont été amortis, plus précisément en ce qui a trait aux contrats de location visant des locaux pour bureaux conclus avec Autopro.

Autres pertes (bénéfices)

Trimestre clos le 31 décembre (en millions de dollars)				
	2019	2018	Variation (\$)	Variation (%)
Charges financières	1,585 \$	(0,007) \$	1,591 \$	(22 729)%
Produits financiers	(0,003)	(0,091)	0,087	(96)%
Pertes de change	0,198	(0,131)	0,329	(252)%
Perte de valeur	0,092	0,675	(0,583)	(86)%
Frais d'acquisition d'entreprises et frais connexes	0,582	0,145	0,437	300 %
Total	2,454 \$	0,593 \$	1,861 \$	314 %

Période de douze mois close le 31 décembre (en millions de dollars)				
	2019 (après retraitement)	2018	Variation (\$)	Variation (%)
Charges financières	3,218 \$	0,184 \$	3,034 \$	1 651 %
Produits financiers	(0,168)	(0,091)	(0,077)	85 %
Pertes de change	0,494	(0,048)	0,542	(1 138)%
Perte de valeur	0,601	0,675	(0,075)	(11)%
Frais d'acquisition d'entreprises et frais connexes	9,880	0,197	9,683	4 911 %
Total	14,025 \$	0,918 \$	13,107 \$	1 427 %

La Société a travaillé activement à réunir du financement pour combler les besoins relatifs au fonds de roulement en réalisant un placement de débentures convertibles, en contractant un prêt à terme et en contractant des prêts réemployés dans le cadre de regroupements d'entreprises. Les charges financières pour le trimestre et la période de douze mois clos le 31 décembre 2019 ont enregistré une forte augmentation puisque ces instruments financiers portent intérêt et que la valeur comptable de ces titres de créance était élevée par comparaison à celle affichée pour les périodes correspondantes de l'exercice de référence.

Les produits financiers correspondent au flux de redevances aux termes de l'accord de redevances conclu avec Agnity durant la période précédant l'acquisition, soit avant le 22 avril 2019. Aucun produit financier n'a été comptabilisé au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019 puisque les produits financiers ont été abolis au moment du regroupement avec Agnity, avec prise d'effet le 22 avril 2019 (veuillez consulter la description détaillée présentée à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités modifiés et mis à jour). Aucune entente permettant de générer des produits financiers n'a été conclue au cours des périodes correspondantes de l'exercice de référence.

La Société a repéré des indicateurs de perte de valeur liés aux actifs technologiques qu'elle a acquis en 2017. Incidemment, la Société a constaté une charge pour perte de valeur.

Les frais d'acquisition d'entreprises et les frais connexes ont augmenté par comparaison à ceux enregistrés pour les périodes correspondantes de l'exercice de référence, principalement en raison des coûts liés aux transactions totalisant 9,880 millions de dollars engagés dans le cadre de l'acquisition de Autopro, qui ne représentent pas des frais d'exploitation récurrents pour la Société.

Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées sont conclues dans le cours normal des activités et ont été évaluées dans les états financiers consolidés à la valeur d'échange, laquelle correspond au montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les personnes ayant l'autorité et assumant la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société dans son ensemble. La Société considère que ses principaux dirigeants sont ses administrateurs et les membres clés de sa haute direction.

Trimestre clos le 31 décembre (en millions de dollars)		
	2019 (après retraitement)	2018 (après retraitement)
Salaires, honoraires et avantages à court terme	0,399 \$	0,032 \$
Rémunération fondée sur des actions	0,186	0,068
	0,585 \$	0,100 \$

	Période de douze mois close le 31 décembre (en millions de dollars)	
	2019	2018
Salaires, honoraires et avantages à court terme	1,460 \$	1,392 \$
Rémunération fondée sur des actions	0,388	0,234
	1,848 \$	1,626 \$

Montant à recevoir d'une partie liée

Au 31 décembre 2019, la Société détenait un billet non garanti remboursable à vue de néant (54 570 \$ au 31 décembre 2018) à payer par un ancien actionnaire de FDSI. Ce billet porte intérêt au taux annuel de 2 %. Le solde en cours au 31 décembre 2018 a été radié au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et la direction estime que ce montant n'est pas recouvrable.

Montant à payer à une partie liée

Au 31 décembre 2019, la Société devait payer un montant de néant (36 870 \$ au 31 décembre 2018) à un administrateur de la Société. Le montant était non garanti, ne portait pas intérêt, était remboursable sur demande et se rapportait à des dépenses engagées par les administrateurs pour le compte de la Société ou à des avances consenties par ces derniers.

Au 31 décembre 2019, la Société devait payer un montant de 799 038 \$ (néant au 31 décembre 2018) à une entité contrôlée par le propriétaire principal de Agnity en contrepartie des actifs acquis. Le montant était non garanti, ne portait pas intérêt et était remboursable sur demande. Ce montant a été inclus dans le calcul des actifs (passifs) identifiables nets de Agnity.

Transaction entre parties liées

Le 15 mai 2019, la Société, par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive, à savoir mCloud Technologies (Canada) Inc., a conclu une convention de services et de développement cadre (la « convention de services et de développement cadre ») avec une partie liée avec laquelle elle partage des membres du personnel de direction clés. Les services de la partie liée ont été retenus afin de prendre part au développement des capteurs de température et d'occupation qui répondent aux besoins précis de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé des frais de recherche et développement liés à la convention de services et de développement cadre de 267 305 \$ (néant au 31 décembre 2018). Au 31 décembre 2019, aucun solde impayé n'était exigible aux termes de la convention de services et de développement cadre.

La Société a retenu les services d'une entité en partie détenue par le propriétaire principal de Agnity, qui lui a fourni des services de consultation totalisant 1,630 million de dollars (néant au 31 décembre 2018). Au 31 décembre 2019, la Société avait une dette de 1,533 million de dollars (néant au 31 décembre 2018) envers cette entité, le solde est compris dans le solde des dettes d'exploitation et des charges à payer.

SOURCES DE FINANCEMENT, SITUATION DE TRÉSORERIE ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Sources de financement

Au 31 décembre 2019, la Société disposait de fonds en caisse de 0,529 million de dollars, comparativement à 1,326 million de dollars au 31 décembre 2018.

La capacité de la Société à financer ses activités courantes et futures dépend de sa capacité à générer de la trésorerie grâce à des flux de trésorerie d'exploitation positifs ou à l'obtention de financement par titres de participation ou par emprunt, ou une combinaison de ces deux éléments.

Les besoins en matière de liquidités à court terme de la Société découlent principalement de ses activités d'exploitation, de son fonds de roulement et des besoins généraux de l'entreprise. Compte tenu de son plan d'affaires actuel et des incidences de la COVID-19, la Société a cerné ses besoins en capital à court terme. La Société met régulièrement à jour ses prévisions financières et se penche sur d'autres ressources financières au besoin.

La Société travaille activement à la réalisation d'un placement sur les marchés des capitaux afin de réunir les liquidités nécessaires au redressement de ses insuffisances. Ces efforts sont intensifiés par la demande de migration vers la TSX en cours ainsi que par la demande d'inscription parallèle à la cote du NASDAQ. En outre, la Société a établi des plans agressifs en matière de marketing et de vente et a augmenté le nombre de ses effectifs affectés aux ventes et au développement d'affaires, ce qui devrait se traduire par une augmentation de ses produits des activités ordinaires et de ses flux de trésorerie. La Société s'est également vu accorder des dispenses d'obtention de financement d'une valeur totale de 1 107 317 \$ auprès des gouvernements américain et canadien après le 31 décembre 2019 afin d'aider à atténuer les incidences négatives de la pandémie de COVID-19 sur ses activités.

Au 31 décembre 2019, la Société affichait une insuffisance de fonds de roulement de 6,902 millions de dollars (0,824 million de dollars au 31 décembre 2018), en raison de sorties de fonds importantes liées à ses activités d'exploitation et d'investissement.

Résumé du tableau des flux de trésorerie

	Période de douze mois close le 31 décembre (en millions de dollars)	
	2019	2018
Flux de trésorerie liés aux :		
Activités d'exploitation	(14,516)\$	(11,015)\$
Activités d'investissement	(20,732)	(0,133)
Activités de financement	34,465	12,339
Augmentation (diminution) de la trésorerie, compte non tenu de l'incidence des fluctuations du change	(0,784)\$	1,192 \$

Activités d'exploitation

La Société a comptabilisé des sorties liées aux activités d'exploitation de 14,516 millions de dollars pour la période close le 31 décembre 2019, comparativement à des sorties de fonds nettes de 11,015 \$ pour la période de douze mois close le 31 décembre 2018. Ces sorties de fonds se rapportent principalement aux activités acquises dans le cadre d'acquisitions et à la hausse des dépenses engagées pour faire croître la Société et étendre sa présence sur le marché. Tout comme durant la période correspondante de l'exercice précédent, la Société a engagé d'importantes dépenses liées aux acquisitions (notamment dans le cadre des opérations d'acquisition dont la clôture est imminente) et aux efforts déployés dans le cadre de ses activités boursières.

Parmi les variations importantes enregistrées au cours de la période de douze mois close le 31 décembre 2019, on compte un montant de 8,880 millions de dollars lié aux frais d'acquisition d'entreprise payés dans le cadre de l'acquisition de Autopro, ainsi qu'une dotation aux amortissements de 4,044 millions de dollars liée à l'adoption de l'IFRS 16. Les charges financières ont augmenté de 588 % en raison de l'intérêt cumulé sur les obligations à long terme (note 15) et de la débenture convertible nouvellement émise de 23,507 millions de dollars à l'été 2019.

Activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté à 20,732 millions de dollars, comparativement à des sorties liées aux activités d'investissement de 0,133 million de dollars pour les périodes de douze mois closes les 31 décembre 2019 et 2018, respectivement. Cette forte diminution est attribuable aux sorties de fonds liées à l'acquisition de Autopro.

Activités de financement

La Société a comptabilisé des rentrées de fonds nettes de 34,465 millions de dollars pour la période de douze mois close le 31 décembre 2019, comparativement à des rentrées de fonds nettes de 12,339 millions de dollars pour la période de douze mois close le 31 décembre 2018. La variation nette se rapporte au produit net tiré du produit et des remboursements du prêt, aux émissions de débentures convertibles, à l'exercice d'options d'achat d'actions et à l'exercice de bons de souscription.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société compte habituellement sur les fonds tirés de l'exploitation, le financement externe ou les membres du personnel de direction clés pour lui procurer des liquidités suffisantes pour lui permettre de répondre à ses besoins d'exploitation prévus au budget.

Si la Société estime qu'elle ne dispose pas de suffisamment de liquidités pour s'acquitter de ces obligations, la direction envisagera la possibilité d'obtenir des fonds supplémentaires par la voie d'opérations de financement par emprunt ou par capitaux propres. Comme la société est une jeune entreprise du secteur de

la technologie, les investissements initiaux sont importants, et aucun rendement du capital investi n'est attendu dans l'immédiat. La Société a subi des pertes au cours des dernières années, et sa capacité à poursuivre son exploitation est tributaire de sa capacité à atteindre le seuil de rentabilité, à générer des flux de trésorerie et à obtenir du financement supplémentaire.

Bien que la Société ait réussi à réunir des capitaux par le passé, rien ne garantit qu'elle parviendra à conclure d'autres opérations de financement dans l'avenir. Les états financiers audités ne tiennent pas compte des rajustements apportés à la valeur comptable des actifs et des passifs, des revenus et des charges comptabilisés, du classement des postes de l'état consolidé de la situation financière utilisés et à l'information publiée qui pourraient être nécessaires si la Société devenait incapable d'assurer la continuité d'exploitation. Ces rajustements pourraient être importants.

Le financement d'occasions d'investissements futurs pourrait être limité par la conjoncture économique actuelle et future, les engagements qui figurent dans nos conventions de crédit existantes et les exigences imposées par les organismes de réglementation. Au 31 décembre 2019, la totalité des engagements aux termes de nos conventions de crédit conclues avec des créanciers externes étaient respectés.

Engagements et éventualités

Le tableau ci-dessous est un sommaire des engagements de la Société au 31 décembre 2019.

Obligations contractuelles	Paiements exigibles par période				Total
	Moins d'un exercice	1 à 3	3 à 5	Au-delà de 5 exercices	
Contrats de location-financement ¹⁾	1 848 438 \$	3 342 054 \$	3 015 047 \$	2 673 709 \$	10 879 248 \$
Déventures convertibles - Capital	—	23 507 500	—	—	23 507 500
Déventures convertibles - Intérêts	2 357 190	3 522 905	—	—	5 880 095
Emprunts - Capital	4 515 879	3 453 195	3 892 266	3 716 810	15 578 150
Emprunts - Intérêts	823 466	1 289 877	793 806	188 249	3 095 398
Total	9 544 973 \$	35 115 531 \$	7 701 119 \$	6 578 768 \$	58 940 391 \$

1) Les obligations découlant d'un contrat de location-acquisition comprennent les charges d'exploitation estimatives qui doivent être engagées conformément aux modalités des contrats en cause.

La Société pourrait faire l'objet de différentes réclamations et poursuites qui pourraient survenir à l'occasion dans le cours normal de ses activités. Bien que la direction estime actuellement que régler les réclamations à l'encontre de la Société, individuellement ou dans leur ensemble, n'aura aucune incidence défavorable importante sur la situation financière, les résultats d'exploitation ou les flux de trésorerie de la Société, ces questions sont soumises à des impondérables qui leur sont inhérents et l'avis de la direction à l'égard de ces questions est susceptible d'évoluer avec le temps. À ce jour, aucune réclamation ni aucune poursuite contre la Société n'est en instance.

À l'heure actuelle, aucun plan n'a été fait et aucun engagement n'a été pris à l'égard de dépenses en immobilisations considérables.

Justes valeurs

Les valeurs comptables de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des dettes bancaires, des dettes d'exploitation et charges à payer, des acquisitions d'entreprises à payer, et des soldes de créances des parties liées ou de dettes envers des parties liées se rapprochent de leurs justes valeurs en raison de la nature immédiate ou à court terme de ces instruments. Les justes valeurs des créances, des prêts et des emprunts à long terme ainsi que des déventures convertibles se rapprochent de leurs valeurs comptables, car elles ont récemment été émises par la Société elles ont été évaluées dans le cadre de la répartition du prix d'achat de l'acquisition. Il n'y a eu aucune variation importante des taux d'intérêt des marchés du crédit et des capitaux depuis la date de leur émission.

Des estimations de la juste valeur sont effectuées à un moment précis, en fonction des renseignements sur le marché et des informations sur les instruments financiers pertinents. Ces estimations sont de nature subjective et comportent des incertitudes en plus de nécessiter une part de jugement importante et, par conséquent, ne peuvent être faites avec précision. Des changements dans les hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur les estimations.

Gestion des risques

Le conseil d'administration assume la responsabilité générale d'établir les objectifs et les politiques de gestion des risques de la Société, et il en est ultimement responsable. Dans le cadre de ses activités, la Société est exposée à différents risques financiers, notamment le risque lié au marché, le risque de crédit, le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité. Le programme de gestion des risques général de la Société n'a subi aucun changement au cours de l'exercice. Il est axé sur le caractère imprévisible des marchés financiers et il tente de minimiser les incidences défavorables éventuelles sur le rendement financier. La gestion des risques est assurée par le service des finances conformément aux politiques approuvées par le conseil d'administration. Le service des finances cerne et évalue les risques financiers en étroite collaboration avec la direction.

Risque de crédit

Le risque de crédit constitue le risque de perte financière pour la Société si un client ou un cocontractant à un instrument financier manque à son obligation contractuelle. La Société est principalement exposée à un risque de crédit attribuable aux ventes à crédit. La direction de la Société surveille la solvabilité de ses clients en réalisant pour tous les nouveaux clients des vérifications d'antécédents qui mettent l'accent sur la publicité, la réputation sur le marché et les liens avec les clients et d'autres vendeurs. Par ailleurs, la direction surveille la fréquence de paiement des clients réguliers et se penche fréquemment sur les soldes impayés. La Société estime qu'il y a une augmentation importante du risque de crédit lorsque les paiements contractuels ne sont pas réglés 90 jours après leur échéance.

Les dispositions qui s'appliquent aux soldes impayés sont établies en fonction de l'information prospective et elles sont réévaluées si la situation d'un client change d'une façon qui est susceptible d'entraîner des difficultés financières, tel que l'indique la variation de la solvabilité ou des facteurs au sein du secteur, de façon à créer un doute quant à la réception des fonds. De telles évaluations de la situation d'un client sont réalisées de façon continue par le suivi des soldes impayés et de la fréquence des paiements reçus. Un compte débiteur est entièrement radié dès que la direction détermine que la probabilité de recouvrement est nulle.

Pour les créances clients et autres créances, les revenus non facturés et les créances à long terme, la Société applique la méthode simplifiée selon l'IFRS 9, qui consiste à évaluer les créances irrécouvrables attendues en fonction de la dépréciation au cours de la durée de vie. Pour évaluer les créances irrécouvrables attendues, les créances clients et autres créances, les revenus non facturés et les créances à long terme ont été regroupés en fonction de profils de risques de crédit comparables et du nombre de jours depuis lequel ils sont en souffrance. Les revenus non facturés ont un profil de risque plus faible que les créances clients pour le même type de contrat et, par conséquent, les pertes de crédit attendues sont estimées en tenant compte de circonstances et de faits précis à chaque date de présentation de l'information financière. La Société a donc conclu que les pertes attendues à l'égard des créances clients constituent une évaluation raisonnable du taux de perte des revenus non facturés. Les pertes attendues sont fondées sur les profils de paiement au cours d'une période et sur les créances irrécouvrables antérieures correspondantes pour la même période. La Société comptabilise également une provision pour pertes de crédit précise selon les faits et les circonstances liés à des clients donnés lorsqu'un indicateur de perte a été identifié.

Les taux de perte antérieurs sont rajustés pour tenir compte des facteurs pertinents qui influent sur la capacité du client de régler les créances.

Au 31 décembre 2019, la déduction pour perte s'établissait à 0,383 million de dollars (0,045 million de dollars au 31 décembre 2018) assortie d'une provision pour pertes de 0,337 million de dollars comptabilisée pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (0,044 million de dollars au 31 décembre 2018). La totalité de la déduction pour perte est liée à la provision pour créance irrécouvrable ainsi que pour les autres créances clients et créances à long terme.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des taux d'intérêt du marché. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui a trait à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie; toutefois, le risque est minime en raison de leur courte échéance. Tous les instruments de créance portant intérêt de la Société sont assortis d'intérêts à taux fixe et ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt des flux de trésorerie.

Risques de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varie en raison de la fluctuation des taux de change. La Société maintient des instruments financiers et conclut des opérations libellées en monnaies étrangères, principalement en dollars américains, ce qui l'expose à des soldes et à des flux de trésorerie variables en raison des différents taux de change.

QUESTIONS RELATIVES AUX CONTRÔLES, AUX POLITIQUES ET AUX ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et les procédures de communication de l'information (les « CPCI ») de mCloud, au sens donné à ce terme dans le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* (le « Règlement 52-109 »), sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous devons présenter dans nos dépôts en vertu des lois sur les valeurs mobilières est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières. Ces contrôles et ces procédures sont également conçus pour fournir l'assurance raisonnable que toute l'information qui doit être présentée dans ces dépôts est justifiée, recueillie et communiquée à la direction, notamment au chef de la direction et au chef des finances, selon le cas. Cette activité a pour but de permettre la prise de décision en temps opportun relativement à la communication de l'information au public. Bien que nous passions régulièrement en revue nos contrôles et nos procédures de communication de l'information, nous ne pouvons garantir hors de tout doute que l'ensemble des renseignements qui doivent être fournis dans nos documents d'information continue ont été déclarés dans les délais prescrits dans les lois sur les valeurs mobilières applicables en raison des limites des systèmes de contrôle à prévenir ou à détecter l'ensemble des anomalies découlant d'une erreur ou d'une fraude.

Les membres de notre direction, notamment le chef de la direction et le chef des finances, ont réalisé une évaluation de l'efficacité de nos CPCI en date du 31 décembre 2019. En fonction de cette évaluation, nous avons conclu à l'inefficacité de nos contrôles et de nos procédures de communication de l'information en ce qui a trait à l'assurance que l'information devant être présentée par notre Société dans les rapports qu'elle dépose ou qu'elle présente soit enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prévus dans les règles et les formulaires de l'annexe intitulée *Form 52-109FV1 Certification of Annual Filings Venture Issuer Basic Certificate* de la British Columbia Securities Commission. Ces contrôles et ces procédures de communication de l'information comprennent des contrôles et des procédures conçues pour assurer que cette information est recueillie et communiquée aux membres de notre direction, notamment les principaux hauts dirigeants et les principaux responsables des finances de la Société, pour permettre la prise des décisions relatives à la communication de l'information requise en temps utile. La conclusion selon laquelle nos contrôles et nos procédures de communication de l'information ne sont pas efficaces découle de la présence de lacunes importantes dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière, tel qu'il est indiqué ci-dessous à la rubrique « Contrôles internes à l'égard de l'information financière ». La direction prévoit que ces contrôles et ces procédures de communication de l'information ne seront pas efficaces tant que ces lacunes importantes sur le contrôle ne seront pas corrigées. Notre Société prévoit corriger les lacunes importantes sur le contrôle de la façon indiquée ci-dessous.

En raison des limites intrinsèques à tous les systèmes de contrôle, aucune évaluation des contrôles ne peut donner une assurance totale du fait que la totalité des problèmes de contrôle éventuels au sein de notre Société ont été décelés.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne approprié à l'égard de l'information financière (le « CIIF »), au sens donné à ce terme dans le Règlement 52-109. Le CIIF désigne un processus conçu par le chef de la direction et le chef des finances, ou sous leur supervision, et appliqué par notre conseil d'administration, notre direction et les autres membres de notre personnel pour fournir l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de la présentation de l'information financière et à l'établissement des états financiers aux fins de publication en conformité avec les IFRS et qui inclut les politiques et les procédures qui : 1) portent sur la tenue de registres suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des transactions et des cessions des actifs de la Société; 2) sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées comme il se doit pour dresser les états financiers conformément aux IFRS, et que les encaissements et décaissements de mCloud ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de mCloud; et 3) sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que toute acquisition, toute utilisation ou toute cession non autorisée des actifs de mCloud qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit empêchée, soit détectée à temps.

En raison de ses limites qui lui sont intrinsèques, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas d'empêcher ou de détecter certaines anomalies. De plus, les projections relatives à l'évaluation de l'efficacité pour des périodes futures sont exposées au risque que les contrôles ne puissent plus convenir en raison de l'évolution de la conjoncture et que le degré de conformité aux politiques ou aux procédures se détériore.

Les membres de notre direction, notamment notre haut dirigeant principal et notre principal responsable des finances, ont évalué la conception et l'exécution de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière en date du 31 décembre 2019, en fonction des critères qui figurent dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework (2013)* qui a été publié par le Committee of Sponsoring Organizations (le « COSO ») de la Treadway Commission. Cette évaluation comprenait l'examen de la documentation relative aux contrôles, l'évaluation de l'efficacité conceptuelle des contrôles, l'examen de l'efficacité opérationnelle des contrôles et des conclusions tirées de cette évaluation. Une faiblesse significative est une lacune ou une combinaison de lacunes dans les contrôles faisant en sorte qu'il est raisonnablement possible qu'une anomalie significative dans les états financiers annuels ou intermédiaires ne soit pas évitée ou détectée en temps opportun.

Compte tenu de cette évaluation, les membres de notre direction ont conclu que notre contrôle interne à l'égard de l'information financière n'était pas efficace au 31 décembre 2019 en raison de l'ensemble des lacunes de contrôle importantes suivantes : (i) l'absence de politiques et de procédures écrites en matière de comptabilité et de communication de l'information financière; (ii) l'examen inadéquat des écritures comptables et des positions comptables; et (iii) la séparation inadéquate des tâches incompatibles. Notre Société a pris des mesures pour optimiser et améliorer la conception de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière. Cependant, au 31 décembre 2019, ces mesures n'étaient pas réalisées.

Au cours de la période visée par le présent rapport annuel, nous n'avons pas été en mesure de remédier aux faiblesses significatives qui sont précisées ci-dessus.

Plan visant à redresser les faiblesses significatives

Nous avons pris des mesures appropriées et raisonnables pour apporter les améliorations nécessaires afin de redresser ces lacunes. Nos efforts de redressement comprennent notamment les mesures suivantes : retenir les services d'un cabinet externe afin d'aider à examiner, à documenter et à appliquer les contrôles conformément au cadre COSO; améliorer les compétences et l'expertise et accroître la taille des équipes comptable et financière; et installer un logiciel sophistiqué pour préparer le regroupement, dresser les états financiers et rédiger les rapports de gestion. De plus, nous avons retenu les services d'experts en évaluation pour l'ensemble de la comptabilisation du prix d'achat, et nous avons l'intention de tenir compte du résultat de nos efforts de redressement et des examens connexes dans notre évaluation de fin d'exercice 2019 sur l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière et de nos contrôles et nos procédures de communication de l'information.

Les efforts de redressement et leur réalisation susmentionnés dépendent partiellement de l'obtention par notre Société de la garantie d'un financement supplémentaire pour couvrir les coûts de réalisation des changements requis. Si nous ne parvenons pas à obtenir ces fonds, les efforts de redressement pourraient être touchés de façon défavorable et importante. Notre cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant n'était pas tenu d'attester de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison des limites intrinsèques à tous les systèmes de contrôle, aucune évaluation des contrôles ne peut donner une assurance totale du fait que l'ensemble des problèmes de contrôle éventuels, au sein de notre Société, auront été décelés. Les limites intrinsèques comprennent le fait qu'un jugement sur lequel une décision est fondée pourrait être erroné et que des pannes pourraient se produire en raison de simples erreurs.

Modifications apportées aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Par suite de notre regroupement avec Agnity et de notre acquisition de Autopro, la Société a apporté des modifications importantes au contrôle interne à l'égard de l'information financière, tel qu'il est décrit ci-dessus. Tel qu'il est indiqué ci-dessus, nos efforts de redressement sont considérables. En plus des éléments susmentionnés, la Société a également investi de façon importante dans sa division financière, notamment en embauchant un directeur de la communication de l'information financière, un responsable de la communication de l'information financière et un contrôleur principal. Chacun d'eux affiche une vaste expérience en matière d'audit (au Canada et aux États-Unis) et de communication de l'information financière auprès de sociétés à capital ouvert situées tant au Canada qu'aux États-Unis, ainsi qu'une maîtrise de la comptabilité conformément aux IFRS et aux PCGR des États-Unis.

Modifications de méthodes comptables

Adoption de l'IFRS 16

La Société a adopté l'IFRS 16 avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019. L'IFRS 16 établit les principes qui encadrent la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location. La norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur selon lequel le preneur doit comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation attestant son droit d'utiliser l'actif sous-jacent ainsi qu'une obligation locative attestant son obligation de verser les paiements de tous les contrats de location ayant une durée d'au moins 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent est de faible valeur. Les règles de comptabilisation visant les bailleurs demeurent comparables aux méthodes comptables antérieures. La Société a choisi de recourir à l'application rétrospective modifiée qui ne requiert pas le retraitement des données financières des périodes financières antérieures puisqu'elle comptabilise l'effet cumulatif comme un ajustement du déficit d'ouverture accumulé au 1^{er} janvier 2019 et qu'elle applique la norme de manière prospective.

Au moment de l'adoption de l'IFRS 16, la Société a comptabilisé des actifs au titre du droit d'utilisation supplémentaires liés aux contrats qui étaient auparavant classés à titre de contrats de location-exploitation. Au moment d'évaluer les obligations locatives, la Société a actualisé les paiements locatifs minimum restants, sauf les contrats de location à court terme et de faible valeur, en fonction de son taux marginal d'endettement au 1^{er} janvier 2019. Les actifs au titre du droit d'utilisation comptabilisés au 1^{er} janvier 2019 ont été évalués à des montants correspondant à la valeur actuelle des obligations locatives, rajustés du montant des mesures incitatives à la location qui se chiffre à 0,117 million de dollars et qui est comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière de la Société au 31 décembre 2018. Le taux marginal d'endettement (le « TME ») moyen pondéré qui a été utilisé pour fixer ces obligations locatives à l'adoption s'établissait à environ 8,14 %. Les actifs au titre du droit d'utilisation et les obligations locatives comptabilisés se rapportent aux bureaux situés au Canada et aux États-Unis.

Modifications futures de méthodes comptables

Les normes dont il est question ci-après ne s'appliquent pas encore à l'exercice clos le 31 décembre 2019 et n'ont pas été appliquées lors de l'établissement des états financiers consolidés.

En mars 2018, le CNCI a publié le nouveau Cadre conceptuel de l'information financière, qui vise à guider les entités dans l'élaboration de méthodes comptables lorsqu'aucune norme IFRS ne s'applique à une transaction et à aider les intervenants du marché à mieux comprendre les normes. Le nouveau cadre conceptuel comprend les éclaircissements et les mises à jour suivantes : a) un nouveau chapitre sur les mesures financières; b) des directives sur la présentation du rendement financier; c) des définitions et des directives améliorées, plus précisément en ce qui concerne la définition d'un passif; et d) des éclaircissements relatifs aux points importants comme la gérance, la prudence et l'incertitude relative inhérente à la présentation de l'information financière. Le nouveau cadre conceptuel s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 et s'appliquera à la Société à compter du 1^{er} janvier 2020, et son adoption anticipée est permise. L'adoption de cette nouvelle norme ne devrait avoir aucune incidence sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société.

En octobre 2018, le CNCI a publié la « Définition du terme « significatif » » (Modifications à IAS 1 et à IAS 8) afin de clarifier la définition du terme « significatif » et d'harmoniser la définition utilisée dans le Cadre conceptuel par rapport aux normes elles-mêmes. Les modifications sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 et s'appliquent à la Société à compter du 1^{er} janvier 2020. L'adoption de cette nouvelle norme ne devrait avoir aucune incidence sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société.

En octobre 2018, le CNCI a publié la « Définition du terme « entreprise » » (Modifications d'IFRS 3) qui : a) clarifie le fait que, pour pouvoir être considéré comme une entreprise, un ensemble d'activités et d'actifs acquis doit inclure au moins une entrée et un processus substantiel qui, ensemble, ont la capacité de contribuer considérablement à la création de sorties; b) précise que la portée de la définition d'une entreprise et d'une sortie se limite aux biens et aux services fournis aux clients; et c) supprime certaines évaluations et ajoute des directives et des exemples à titre indicatif. La modification est en vigueur pour les regroupements d'entreprises dont la date d'acquisition tombe à compter de l'ouverture de la première période annuelle de présentation de l'information financière ouverte le 1^{er} janvier 2020 ou à une date ultérieure, et pour les acquisitions d'actifs réalisées à compter de l'ouverture de cette période ou à une date ultérieure. Bien que son adoption anticipée soit permise, la Société adoptera la norme à compter du 1^{er} janvier 2020. L'adoption de cette norme ne devrait avoir aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Estimations comptables critiques

Dans l'application des méthodes comptables de la Société, la direction est tenue de porter des jugements, de faire des estimations et de poser des hypothèses qui influent sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges pour les périodes de présentation de l'information financière. Les estimations et les hypothèses connexes reposent sur les antécédents de la Société ainsi que sur d'autres facteurs qu'elle estime pertinents, lesquelles sont le fondement de son évaluation des actifs et des passifs que la Société ne peut obtenir facilement auprès d'autres sources. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses connexes font régulièrement l'objet d'un examen. Les modifications apportées aux estimations comptables sont comptabilisées pendant l'exercice au cours duquel elles ont été effectuées, si elles ne concernent que cet exercice, ou pendant l'exercice des modifications et ceux à venir, si les modifications concernent l'exercice en cours et des exercices ultérieurs.

Jugements

Des jugements sont portés lorsqu'un choix doit être exercé ou une évaluation doit être faite par la direction. Les jugements suivants sont des jugements critiques portés différemment de ceux portés à l'égard des estimations, que la direction porte au moment d'appliquer les méthodes comptables de la Société et qui ont une incidence significative sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés.

Estimations

Les estimations comptables critiques sont des estimations qui exigent que la direction pose des hypothèses à propos de questions hautement incertaines au moment où l'estimation est faite ou l'hypothèse est posée. Les estimations comptables critiques sont celles qui pourraient éventuellement avoir une incidence importante sur les résultats financiers de la Société si une estimation ou une hypothèse différente était utilisée.

INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

À la date du présent rapport, les titres suivants étaient en circulation :

Actions émises et en circulation	16 565 174
Bons de souscription d'actions	3 820 966
Options d'achat d'actions	955 117
Unités d'actions incessibles	325 604

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion renferme de l'« information prospective », au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et peut également contenir des énoncés pouvant constituer des « énoncés prospectifs » (*forward-looking statements*) au sens des dispositions d'exonération de la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Cette information prospective et ces énoncés prospectifs ne sont pas représentatifs des faits ou des données historiques ni des conditions courantes; ils véhiculent plutôt les attentes de la Société à l'égard d'événements, de plans ou d'objectifs futurs, dont bon nombre sont, de par leur nature même, incertains et indépendants de la volonté de la Société. En règle générale, l'information prospective et les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes de nature prospective tels que « prévoit », « planifie », « s'attend à », « budgète », « estime », « a l'intention de », « anticipe », « est d'avis » ou « croit », ou encore de variations (y compris leur forme négative) de ces termes et de ces expressions, ou d'énoncés indiquant que certaines mesures, certains événements ou certains résultats « peuvent », « pourraient » ou « devraient » « être pris », « se produire », « être atteints » ou « se matérialiser », ou par l'emploi de verbes conjugués au futur ou au conditionnel. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion peut comprendre, sans toutefois s'y limiter, de l'information concernant les perspectives commerciales futures de la Société et ses revenus potentiels, ainsi que concernant la réalisation par la Société des acquisitions dont il est fait mention dans les présentes.

L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion se rapporte notamment, sans s'y limiter, aux plans de la Société d'étendre sa présence à l'échelle internationale, à l'acquisition de Autopro Automation, aux avancées technologiques, aux résultats des efforts déployés au chapitre de la commercialisation et de l'expansion des affaires, notamment pour atteindre de nouveaux bassins de clientèle, et aux répercussions de la réorientation du marketing et du développement des activités de Autopro pour se concentrer sur les engagements de revenus récurrents de la plateforme AssetCare plutôt que sur les occasions fondées sur les projets des clients.

L'information prospective repose sur un certain nombre d'hypothèses qui pourraient se révéler inexactes, notamment, mais non exclusivement, les hypothèses relatives à la capacité de mCloud à rivaliser de manière efficace avec ses concurrents sur les marchés internationaux et régionaux; la conjoncture commerciale et économique générale; les taux de change (dont les estimations des taux de change du dollar canadien en dollar américain ou en d'autres monnaies); le développement des affaires et les activités de marketing et de vente; le maintien de l'accessibilité du financement conformément à des modalités adéquates aux fins de la réalisation de projets futurs; la productivité au sein de mCloud ainsi que celle de ses rivaux; la concurrence sur le marché; les activités de recherche et développement; le lancement réussi de nouveaux produits ainsi que l'acceptation de nos nouveaux produits par notre clientèle; l'introduction réussie de différents actifs et de différentes fonctionnalités technologiques; l'incidence de différents règlements sur mCloud et sur ses clients; le maintien des relations que mCloud entretient avec ses employés et ses entrepreneurs; ainsi que la durée de tout conflit de travail, de toute pénurie d'équipement ou de toute autre perturbation importante de l'une ou l'autre de ses activités, sauf les travaux d'entretien planifiés ou les interruptions comparables.

Outre les hypothèses susmentionnées, l'information prospective relative aux objectifs à long terme en matière de croissance des produits selon le taux de croissance annuel composé (TCAC) ainsi que celle relative aux objectifs à long terme en matière de bénéfice par action ajusté en fonction du TCAC repose notamment sur les hypothèses suivantes :

- la réalisation par mCloud des initiatives de croissance et l'atteinte de ses objectifs commerciaux;
- les acquisitions commerciales futures qui n'ont pas encore été réalisées ni approuvées par le conseil d'administration ou les autorités de réglementation, selon le cas;
- le maintien des investissements dans les entreprises en croissance ainsi que dans les initiatives de transformation, dont les activités de développement pertinentes et l'acceptation sociale répandue du recours à l'intelligence artificielle;
- l'absence de variation importante de notre taux d'imposition effectif, de nos produits d'exploitation récurrents et du nombre de nos actions en circulation;
- la volatilité modérée qui prévaut sur les marchés;

- les inscriptions, les opérations et les compensations, qui se maintiennent à des niveaux conformes à ceux observés par le passé;
- la croissance économique, qui se maintient à un niveau conforme à celui enregistré par le passé et aux prévisions;
- l'absence de modifications importantes apportées aux règlements;
- le maintien d'une gestion des frais rigoureuse dans l'ensemble de nos secteurs d'activité;
- la réorganisation constante de nos priorités en matière d'investissement afin de créer des solutions pour les entreprises et d'offrir de nouvelles fonctionnalités;
- la génération de flux de trésorerie disponibles proportionnels à notre capacité de production antérieure.

En aidant ainsi le lecteur à repérer l'information prospective et les énoncés prospectifs, la Société attire l'attention du lecteur sur le fait que cette information et ces énoncés font intervenir des risques connus et inconnus, des impondérables et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats, le niveau d'activité, le rendement ou les réalisations réels de la Société soient sensiblement différents de ceux qui sont exprimés, explicitement ou implicitement, dans cette information ou ces énoncés. Nous prévoyons que des événements futurs et des faits nouveaux pourraient entraîner une modification de nos perspectives. Nous n'avons aucunement l'intention de mettre à jour l'information prospective qui figure dans les présentes, sauf dans la mesure où les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Un placement dans les titres de la Société est spéculatif et est visé par un certain nombre de risques, notamment les risques mentionnés à la rubrique portant sur les facteurs de risque aux pages 29 à 46 de la déclaration de changement à l'inscription de la Société datée du 5 octobre 2017 (en anglais seulement). Bien que la Société ait tenté de répertorier tous les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux qui sont exprimés dans l'information prospective et dans les énoncés prospectifs, d'autres facteurs pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux qui sont anticipés, escomptés ou voulus.

Pour formuler l'information prospective et les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion, la Société a dû poser certaines hypothèses. Bien que la Société estime que les hypothèses et les facteurs qu'elle a pris en considération lors de la préparation de l'information prospective et des énoncés prospectifs, de même que les attentes qui y sont véhiculées, sont raisonnables, rien ne garantit que cette information prospective ou ces énoncés prospectifs se révéleront exacts, puisque les résultats réels et les événements futurs pourraient être sensiblement différents de ceux qui sont formulés dans cette information et ces énoncés. Le lecteur ne devrait pas se fier indûment à cette information ni à ces énoncés. L'information prospective et les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont faits à la date de ce rapport de gestion, et la Société ne s'engage aucunement à mettre à jour l'information prospective ou les énoncés prospectifs qui y figurent ou dont il est fait mention, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables ne l'exigent. Toute information prospective ou tout énoncé prospectif, écrit ou verbal, qui serait ultérieurement véhiculé par la Société ou par des personnes agissant pour son compte est expressément visé dans son intégralité par la présente mise en garde.